

A L'ACTION, A LA MANIFESTATION DE BIENNE !

La Fédération suisse des travailleurs de l'horlogerie et de la métallurgie (FTMH) appelle à une manifestation le 25 septembre à Bienne.

Tout le monde sait de quoi il en retourne. Durant les dix dernières années, les banques et le patronat ont supprimé plus de 40 000 emplois en rationalisant et en restructurant. Aujourd'hui ils veulent encore éliminer la moitié des 40 000 restants. Les licenciements de masse ont déjà commencé dans les grands trusts SSIH et ASUAG. De nombreuses petites entreprises — et donc des emplois — disparaissent sans tambour ni trompette.

Une fois encore, les capitalistes démontrent à l'envi le cynisme brutal dont ils sont capables lorsqu'il en va de leurs profits.

Notre appel à manifester est donc d'abord l'expression de notre solidarité avec nos collègues de l'horlogerie. Si nous nous rendons tous et toutes à Bienne, nous les aidons dans leur lutte contre les patrons horlogers et donnerons un poids plus grand à leurs revendications.

Mais des raisons plus générales rendent nécessaire une manifestation massive.

La crise frappe en effet ailleurs aussi en Suisse. La restructuration aux Charmilles, les licenciements d'Hispano et de Bührle, le chômage partiel chez Sodeco et Sulzer, voilà les exemples les plus spectaculaires de ces dernières semaines.

Dans tous ces cas, il ne s'agit pas d'une crise structurelle, comme dans l'horlogerie. Toutes ces entreprises sont encore bien en selle. Mais la récession mondiale se fait sentir dans les chiffres d'affaires. Et les patrons savent comment s'y prendre alors — toujours de la même manière. Leur économie produit les crises, les salarié(e)s en paient le prix. Nous en payons le prix par le chômage partiel, par les diminutions de salaires, par l'augmentation des cadences et du stress et même par le chômage.

Cela, nous pouvons l'éviter, si nous nous défendons. Et pour nous défendre, nous avons besoin de syndicats actifs. L'horlogerie nous montre justement ce qu'il advient lorsque la direction syndicale cherche d'abord à s'entendre avec les patrons.

Nous avons besoin de syndicats qui organisent des luttes et des actions, de l'assemblée de protestation à la grève en passant par la simple information. Cela permettra de bloquer les démolisseurs patronaux. Si nous nous rendons en masse à Bienne, nous aurons fait un pas dans ce sens. Ne comptons plus sur la charité des patrons ! Ni sur les fortes paroles de dirigeants syndicaux qui par ailleurs fricotent avec les patrons ! Agissons nous-mêmes, avec nos collègues de travail, pour nos intérêts communs !

Jeunes et vieux, hommes et femmes, Suisses et immigrés, nous devons tous nous défendre contre l'insolence patronale. Nous appartenons au même mouvement syndical, ne nous laissons pas diviser.

A l'action, à la manifestation de Bienne !
La Brèche

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

**Défendons
nos emplois !**

**TOUS ET TOUTES
À BIENNE**

LE 25 SEPTEMBRE

France :

QUELLE RENTRÉE SOCIALE ?



En mouvement

SOLIDARITÉ AVEC LE NICARAGUA

La première brigade suisse de travail

Cet été, de fin juillet à mi-août, une brigade de travail volontaire (la première, mais certainement pas la dernière !), recrutée en Suisse, a séjourné au Nicaragua. Deux buts essentiels : participer à la reconstruction et découvrir, trois ans après la chute de Somoza, la Révolution sandiniste. Malgré un appel public un peu tardif au niveau national, 40 personnes s'étaient inscrites. Il fut également possible de collecter de l'argent, des habits et des médicaments, qui furent remis aux autorités nicaraguayennes. Relevons la diversité des membres de la brigade : syndicalistes, membres de comités de solidarité, de groupes femmes et d'organisations de gauche (PS, PdT, PSO, Roter Prolet).

Durant les deux premières semaines de notre séjour, nous avons vécu à El Realejo, village aux environs de Corinto, principal port de la côte Pacifique. En coopération avec les camarades nicaraguayens, nous avons construit une maison et une petite digue, creusé des puits et des latrines pour une nouvelle zone d'habitation. Les bricoleurs de la brigade remirent en état les installations électriques et sanitaires de l'école.

Notre intégration au village ne se fit pas seulement par le travail, mais également par des fêtes communes, des excursions sur la côte Pacifique et par des contacts personnels avec la population.

Le retour à Managua nous a fait passer par Esteli (visite de l'hôpital et de la coopérative textile financée par la solidarité suisse), Jinotega, Matagalpa et Granada. Tant dans ces lieux qu'à Managua, nous avons pu prendre contact avec les autorités locales, le FSLN ou les organisations de masses (ATC, UNAG, CST, AMNLAE, CDS), ainsi que Radio Sandino.

De plus, après le départ de la majorité des brigadistes, quelques veinards, qui prolongeaient leur séjour, ont fait un voyage sur la côte Atlantique.

Il s'agit là d'une expérience intéressante pour tous ceux (et celles) qui y ont participé. Elle permettra de renforcer la solidarité avec le Nicaragua en Suisse, solidarité plus qu'urgente au moment où s'accroissent les menaces contre la Révolution sandiniste.

Un "brigadiste"

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Jeudi 2 septembre a eu lieu à La Chaux-de-Fonds un meeting organisé par le POP, le PSO, les Femmes pour la paix et le progrès, le Comité sahraoui, le Comité Chili, la Centrale sanitaire, le GTS et les Magasins du Monde, avec comme orateur Rafik Khoury, membre du bureau permanent de l'OLP à Genève. Plus de 110 personnes ont pris part à cette assemblée. La résolution suivante a été votée à l'unanimité moins 2 abstentions et envoyée à l'ambassade d'Israël :

« Les personnes présentes :

— condamnent l'invasion de l'armée israélienne,

— demandent la levée du blocus de Beyrouth et le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban, ainsi que la libération de tous les prisonniers arabes,

— soutiennent la lutte du peuple palestinien pour le recouvrement de ses droits nationaux et en particulier de son

droit à établir un Etat indépendant,

— saluent la prise de position courageuse d'une partie de la population israélienne qui condamne la guerre et la politique de Begin,

— demandent au gouvernement suisse et aux organisations internationales qu'une aide massive soit accordée aux populations palestinienne et libanaise durement éprouvées,

— s'élèvent contre la tendance à faire des défenseurs de la cause palestinienne des alliés des groupes terroristes et des antisémites,

— condamnent les attentats antisémites qui ne peuvent en aucun cas servir la cause palestinienne,

— appellent toutes les personnes qui se sentent concernées à apporter leur soutien matériel aux victimes libanaises et palestiniennes de l'agression israélienne. »

correspondant

Patrons et banquiers détruisent les places de travail : NE LES LAISSONS PAS FAIRE ! EXIGEONS UN CONTRÔLE PUBLIC DE L'ASUAG ET DE LA SSIH TOUS ET TOUTES À LA MANIFESTATION DE LA FTMH LE 25 SEPTEMBRE À BIENNE / PSO

SOLIDARITÉ AVEC

Solidarność

Le 31 août et début septembre ont été organisés dans les principales villes de Suisse des actions des Comités "Solidarité avec Solidarność" en signe de soutien aux manifestations en Pologne. Un communiqué a été publié par la Coordination nationale "Solidarité avec Solidarność". Il était soutenu à Genève par l'Union des syndicats du canton de Genève (USCG) et la Fédération des syndicats chrétiens de Genève (FSCG).

Ce communiqué déclarait notamment que :

« Enfin, l'USCG, la FSCG et le Comité "Solidarité avec Solidarność" condamnent d'emblée toute mesure répressive du gouvernement polonais à l'occasion de ces manifestations dont l'effet ne pourrait qu'être d'accroître la tension sociale en Pologne et éloigner d'autant toute solution réelle aux problèmes de la société polonaise. »

LAUSANNE
mardi 14 septembre 1982

20h.30, Salle des Vignerons (GARE CFF)

Assemblée publique : "Roumanie, les travailleurs, ces mal-aimés du pouvoir..."

avec Anne Planche, collaboratrice de "L'Alternative", membre de la Ligue des droits de l'homme en Roumanie

LAUSANNE
samedi 18 septembre
10h., devant l'entrée principale du Comptoir Suisse (av. Jomini)
Rassemblement de protestation à l'occasion de la venue au Comptoir Suisse de la Roumanie

Ces deux manifestations sont organisées par le CSSOPE (Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est) et soutenues à ce jour par la Coordination nationale "Solidarité avec Solidarność" et le Parti socialiste ouvrier (PSO).

SOMMAIRE

EDITO

A l'action, à la manifestation de Bienne 1

POLITIQUE

Immigration : 3

"Etre solidaires", plus que jamais 3

Immigration : 3

le tour de vis 3

Retraite à 60/62 ans, ça urge : 8

les atouts du 1er pilier 8

Temps de travail : 8

42 heures pour le personnel fédéral ? 8

SOCIAL

Horlogerie : succès de la pétition 4

"Défendons nos emplois" ! 4

Emploi : la cascade 4

Contre les licenciements : 5

renforcer la protection légale 5

Capitalisme et crise 5

DOSSIER

FRANCE : Quelle rentrée sociale ? 6-7

Depuis le 10 mai, un nouveau cycle de luttes ouvrières 7

INTERNATIONAL

ETAT ESPAGNOL : le tournant ? 9

TURQUIE : les vrais terroristes 9

sont au pouvoir 9

POLOGNE :

Solidarność : 1 / Jaruzelski : 0 10

L'Eglise en porte-à-faux 10

A LIRE

Rosa Grimm, une militante 11

L'ÉVÉNEMENT

AMÉRIQUE CENTRALE : 12

la régionalisation de la guerre 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Pour toute correspondance :
La Brèche, 8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne.

CCP 10 - 25 669

Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti

Socialiste

Ouvrier (PSO)

section suisse

de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes et tessinoise

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso,
casella postale 2400, 6901 Lugano

À PROPOS

PAS UN SOU POUR L'ARMÉE, PAS MEME POUR SES MUSÉES !

Mardi 7 septembre. Le Conseil municipal de la Ville de Genève débat de la répartition des 33 millions de boni réalisés l'an dernier. Parmi les divers bénéficiaires, 300 000 francs prévus pour le musée militaire genevois. Or, il y a quelques semaines, la Ville a refusé une subvention de 50 000 francs pour la construction d'un monument aux victimes du 9 novembre 1932 — lorsque l'armée tira sur la foule.

Quand cette proposition de crédit pour le Musée militaire arrive à l'ordre du jour, une dizaine de militants de l'organisation révolutionnaire de jeunesse La Taupe déploient sur les gradins une grande banderole : "Pas un sou pour l'armée, pas même pour ses musées !" et diffusent le tract suivant :

« Quel culot ! Messieurs les députés de la bourgeoisie ! 300 000 francs pour le musée militaire ! Et puis quoi encore ?

— 2 recrues tuées dans un accident au Gothard !

— un obus lancé par erreur au milieu d'un village !

— un pilote d'hélicoptère mort dans un accident !

— une recrue tuée suite à une "erreur de manipulation" d'un garde armé !

— 2 enfants qui cueillaient des pêches assassinés par un Hunter !

Tout cela en quelques mois. Et c'est pour commémorer ces victimes d'une armée qui tue et qui dévore des centaines de millions de francs aux dépens des subventions sociales que vous allez décerner un petit cadeau de 300 000 francs à l'association pour le Musée militaire !

Quel cynisme, Messieurs les députés de la bourgeoisie !

Vous, les libéraux qui en voulez à l'école qui ne donne plus "le bon exemple". Le voilà le "bon exemple" : un musée à la gloire du carnage organisé !

Vous, les radicaux pour qui le "moins d'Etat" s'arrête aux portes des casernes !

Vous, les démocrates-chrétiens qui défendez la famille, tout en étant prêts à subventionner l'apologie du meurtre de masse !

Voilà qu'après avoir refusé un crédit pour la construction d'un monument à la mémoire des victimes assassinées par l'armée appelée par le Conseil d'Etat bourgeois le 9 novembre 1932, vous voulez financer les musées militaires.

Vous provoquez, Messieurs les députés de la bourgeoisie.

Des dizaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue cette dernière année pour manifester contre la course aux armements et le militarisme.

Nous y retournerons le 6 novembre prochain pour construire le monument que vous refusez, pour dire avec des milliers d'autres jeunes : "9 novembre, plus jamais ça !".

Nous appelons les députés des partis de gauche, élus par les travailleurs, à soutenir cette manifestation !

Organisation révolutionnaire de la jeunesse — La Taupe »

Les députés du Parti socialiste et du Parti du Travail — ces derniers applaudissant l'intervention de nos camarades — se sont opposés à ce crédit pour le musée militaire. Toute la droite a fait bloc pour le faire accepter. Il ne restera donc qu'à construire nous-mêmes le monument aux victimes du 9 novembre 1932, tous ensemble à la manifestation qui se déroulera à Genève le samedi 6 novembre !

Immigration :

Le samedi 25 septembre aura lieu à Berne le Forum 82 Suisses-Immigrés. Cette rencontre est organisée par la Communauté de travail "Etre solidaires", soutenue par les organisations ouvrières et d'immigrés.

Bien que cette rencontre ne soit pas centrée sur un objectif immédiat, il faut lui accorder une grande importance : tant comme point de départ pour l'activité future que comme test de la conscience de la partie la plus active du mouvement ouvrier. Le développement d'une résistance ouvrière contre l'offensive patronale dans l'industrie horlogère et la métallurgie et la poursuite du combat contre les divisions nationalistes chez les travailleurs ne constituent pas seulement deux buts importants et difficiles à atteindre. Ils se conditionnent également mutuellement.

Le fait que l'Action Nationale ait exigé, tout de suite après l'annonce des licenciements dans l'horlogerie, le renvoi d'immigrés, montre bien que ce ramassis de xénophobes veut utiliser la situation à son profit par tous les moyens. Et nous savons tous que cette propagande, dans la situation actuelle, trouve un écho auprès de nombreux Suisses. Ce n'est que par la lutte active pour l'unité entre Suisses et immigrés que cette influence désastreuse pourra être repoussée.

«ETRE SOLIDAIRES», PLUS QUE JAMAIS

Le Forum 82 est l'occasion idéale pour faire un pas en avant dans ce domaine. Le but de cette rencontre est d'élaborer des moyens et des voies concrètes afin d'amener Suisses et immigrés à intensifier leur activité commune dans la défense de leurs intérêts communs. Bien sûr, le Forum 82 ne couvre pas l'ensemble des questions qui devraient être étudiées et suivies dans le cadre du combat pour l'égalité des droits pour tous ceux qui travaillent en Suisse. Afin de bloquer le chemin à l'Action Nationale, de nouvelles initiatives devraient être prises sur le plan politique. Mais après la défaite de l'initiative "Etre solidaire" en votation et la victoire du référendum xénophobe contre la loi sur les étrangers, le Forum est l'occasion de donner une nouvelle impulsion à la lutte pour l'égalité des droits au niveau national.

Faucher

PROGRAMME DU FORUM 82

samedi 25 septembre, 9h.30 - 18h.
Restaurant Carrousel, Zieglerstrasse 20, Berne

9h.30 :

Accueil et exposé introductif.

10h. - 12h. :

Exposés courts de syndicalistes, politiciens, de représentants de l'immigration, des mouvements de locataires et de l'Eglise sur les thèmes suivants :

- Activité syndicale et professionnelle;
- Ecole;
- Formation professionnelle;
- Eglises;
- Activité politique;
- Logement;
- Formes d'actions au niveau local.

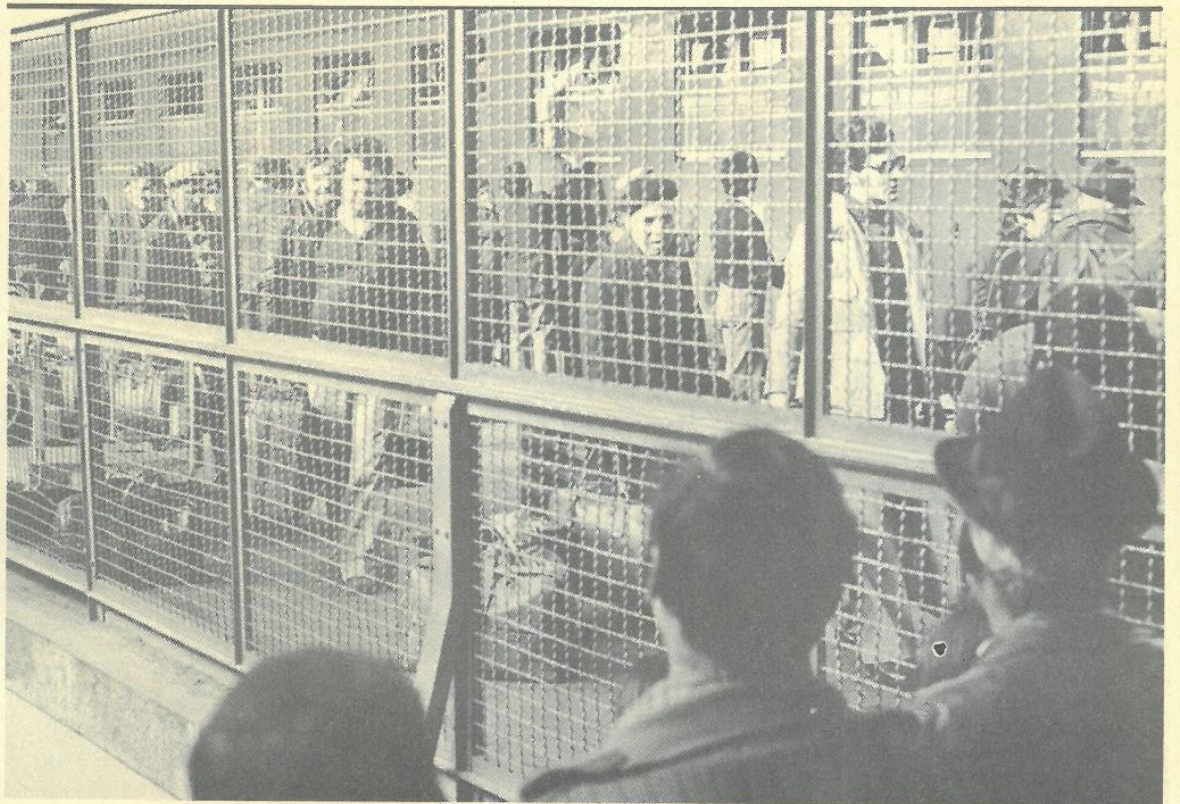
14h. - 16h. :

Groupes de travail sur les thèmes ci-dessus.

16h.30 - 18h. :

Plénium : amendement et vote de la résolution.

Participez tous et toutes ! Inscrivez-vous ! Le coût est de 20 francs, repas de midi inclus. Le matériel préparatoire peut être commandé et l'on peut s'inscrire : "Etre solidaires", case postale, 4002 Bâle.



Immigration :

LE TOUR DE VIS

* S'INSPIRANT DE L'ACTION NATIONALE, LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES MESURES DE CONTROLE DES IMMIGRÉS ET DES RÉFUGIÉS.

Tout de suite après l'échec, lors des votations fédérales du 6 juin, de la loi sur les étrangers, l'Action Nationale, en la personne de Valentin Oehen, conseiller national, déposa une motion raciste au Conseil national. Cette motion demande — tout simplement — que seuls les travailleurs originaires d'Europe centrale ou occidentale puissent être désormais engagés en Suisse, et que les réfugiés capables de travailler soient comptés dans le contingent de la main-d'œuvre étrangère.

Avant même de répondre officiellement, le Conseil fédéral décida de prendre des mesures dans quatre domaines : ceux des réfugiés, des travailleurs turcs, des autorisations de séjour à l'année et des saisonniers.

Introduction du visa et d'exigences financières pour les personnes originaires de Turquie

Au début juillet, le Conseil fédéral annonçait l'introduction de l'obligation du visa pour les personnes originaires de Turquie, combinée à des exigences financières pour toute personne turque munie d'un visa désirant pénétrer en Suisse.

Cette décision vise à empêcher, d'une part, que la Suisse ne devienne terre d'asile pour les Turcs persécutés par la dictature et, d'autre part, que des Turcs puissent pénétrer en Suisse. En introduisant l'obligation du visa l'on contraint un réfugié, soit à attendre les "bonnes grâces" des ambassades suisses, soit à pénétrer clandestinement en Suisse, avec tous les risques d'expulsion que cela comporte. Déjà, après le coup d'Etat chilien du 11 septembre 1973, l'introduction de l'obligation du visa avait contribué efficacement à stopper tout afflux de réfugiés "indésirables" car de "gauche".

L'exigence de garanties financières de la part des visiteurs turcs est destinée avant tout à les dissuader de venir...

La lutte contre les prétendus "faux réfugiés"

Accélération des procédures d'asile politique, introduction de camps pour les réfugiés, élaboration de directives plus strictes concernant l'étude des dossiers de deman-

de d'asile : c'est ainsi que les gouvernements cantonaux et le Département fédéral de Justice et Police de Kurt Furgler veulent réagir à ce qu'ils appellent l'afflux des "faux réfugiés" ? Il s'agit de ceux qui n'auraient qu'un but : obtenir le droit de travailler en Suisse. La preuve de l'existence des "faux réfugiés" serait établie par le fait que le nombre de demandes individuelles d'asile a augmenté de 1 389 en 1978 à 4 226 en 1981. A la mi-août 1982, ce chiffre serait de 4 225.

Ceux qui sont les plus concernés par ces mesures sont, évidemment, les Turcs, les Africains, les Latino-américains, etc. Or, cette notion de "faux réfugié" ou de "réfugié économique" a de quoi faire bondir. Lorsque des milliers de Hongrois ou de Tchécoslovaques sont arrivés en Suisse sans avoir subi directement des brimades ou une persécution, et pour trouver une meilleure situation sociale et économique, l'on déclara — pour contourner la difficulté — qu'ils avaient subi "une pression psychique insupportable", raison pour laquelle ils pouvaient jouir du statut de réfugié !

Par contre, si aujourd'hui un ressortissant turc déclare que le fait de vivre sous le régime d'une dictature qui tue et qui assassine (voir notre article en page 9) constitue une pression psychologique insupportable, alors il y a de fortes chances qu'il se voie traité de "faux réfugié" !

Toutes ces mesures ont pour fonction de protéger la citadelle

capitaliste helvétique des effets des crises politiques et économiques du monde impérialiste. Des réfugiés qui ne sont pas — potentiellement — des anticommunistes, on n'en veut pas; ou alors le moins possible !

Mesures pour diminuer le nombre des travailleurs étrangers

Le Conseil fédéral se montre plus prudent sur ce terrain. Il ne s'agit pas de heurter les intérêts des entreprises qui dépendent de la main-d'œuvre étrangère.

Il se propose tout d'abord de ne pas renouveler tel quel le contingent pour les nouveaux permis annuels (permis "B"). Il y a plus de 120 000 travailleurs qui bénéficient actuellement du permis "B". La Confédération et les cantons disposent par année d'un contingent de 10 000 nouveaux permis annuels. Or, le Conseil fédéral se propose de ne libérer que la moitié de ce contingent pour l'instant.

La deuxième mesure concerne les saisonniers. Loin de vouloir abolir ce statut inique, le Conseil fédéral cherche à limiter tout passage du statut de saisonnier à celui d'"annuel". Durant les deux dernières années le nombre des saisonniers transformés en "annuels" a doublé. Maintenant, le Conseil fédéral veut que les autorisations saisonnières ne soient accordées que pour la durée précise de la saison. Il faut casser l'habitude d'accorder des permis de 9 mois, quelle que soit la durée effective de la saison. Actuellement, la durée moyenne des permis de saisonniers accordés est de l'ordre de 7 mois. Ainsi, beaucoup de saisonniers — la majorité — n'accéderont jamais au permis "B". La pression qui va être exercée pour diminuer encore plus la durée des permis de saisonniers ne pourra donc que renforcer les discriminations supplémentaires subies par cette catégorie de travailleurs étrangers.

A. Meylan

Horlogerie :

Succès de la pétition «Défendons nos emplois»!



Jeudi 26 août, les travailleurs et les travailleuses d'Omega manifestent leur refus des licenciements.

DES LICENCIEMENTS AU QUOTIDIEN

Les charrettes de licenciements se succèdent depuis la rentrée d'août après l'annonce des 400 licenciements à la SSIH :

— 25 août : restructuration d'Ebauches SA, 420 emplois supprimés, dont 120 à Ebauches Bettlach, 250 dans la région de Granges, 50 à Tramelan avec la fermeture de l'atelier FHF de Tramelan.

Ogival, fermeture des entreprises à La Chaux-de-Fonds, au Locle et à Colombier, 181 licenciements.

Paul Dubois à Saint-Imier, fermeture de l'usine, 37 licenciements.

— 1er septembre : FAR, 50 licenciements, au Locle, Saint-Aubin, Ponts-de-Martel et à Dombresson. Les FAR comptaient 2 200 emplois en 1974, elles n'en auront plus que 650 à la fin de cette année.

— 4 septembre : 15 licenciements à Helios SA, Porrentruy.

Et, pour novembre, ASUAG annonce le "résultat" de deux "analyses" visant à rationaliser encore fortement ce groupe, c'est-à-dire en termes clairs, à licencier encore plusieurs centaines de "chers collaborateurs".

Face à ces licenciements, seule l'action ouvrière peut être efficace : les travailleurs d'Omega à Bienne ont marqué leur détermination en manifestant, durant deux heures, devant leurs usines; ceux d'Omega Villeret ont décidé, en assemblée générale, de lancer une pétition contre les mesures prévues par Omega. C'est la seule méthode pour s'opposer aux licenciements : tout ce que les travailleurs pourront obtenir ne sera gagné que par leur mobilisation et leur unité dans l'action, sur leurs lieux de travail. La débâcle de la fermeture de Bulova est une leçon de ce point de vue. Les plans sociaux "à la Bulova" sont des plans antisociaux.

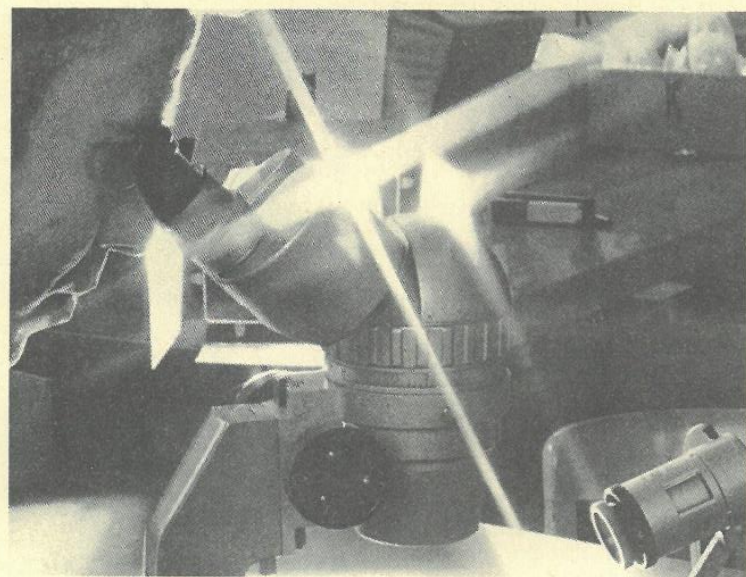
Les "comités unitaires de la gauche pour la défense de l'emploi" de Bienne, du Jura, de Neuchâtel et de La Chaux-de-Fonds ont déposé vendredi 3 septembre 15 100 signatures à l'appui de la pétition "Défendons nos emplois" à la chancellerie fédérale ainsi qu'aux chancelleries des trois cantons concernés. 6 700 signatures proviennent du canton de Neuchâtel (dont 4 000 à La Chaux-de-Fonds, 750 au Locle et 1 400 à Neuchâtel); 2 800 du canton du Jura et 5 400 du canton de Berne (dont 3 700 à Bienne et 1 300 dans le Jura-Sud).

Contre la politique des licenciements

Le nombre élevé de signatures, récoltées en moins de trois mois durant l'été, témoigne de la volonté de résistance des salarié(e)s des régions horlogères face à l'hémorragie de l'emploi. Beaucoup de travailleurs et travailleuses, de nombreuses commissions et sections syndicales ont récolté des signatures sur leur lieu de travail.

Cette pétition demande avant tout que des mesures soient prises par les autorités cantonales et fédérales pour permettre "aux travail-

leurs et travailleuses de continuer à vivre et travailler dans la région où ils habitent", pour que cesse une politique "du laisser faire, laisser aller" qui profite aux banques et au patronat. Ces mesures sont : le droit véritable à la formation et au recyclage payé, la retraite complète pour les chômeurs et chômeuses âgés, la prolongation de la durée de l'indemnité de chômage et surtout une intervention financière des pouvoirs publics avec pour objectif prioritaire de garantir et de créer des emplois et non pas de cautionner une politique patronale de licenciements.



Conseil fédéral — patronat horloger — banques : main dans la main

La politique patronale de restructuration vient d'ailleurs d'être à nouveau défendue par F. Honegger, président de la Confédération, à l'occasion de l'assemblée générale de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES) : "Ne faussez pas le jeu de la concurrence", déclare le radical Honegger, en adressant une mise en garde contre "les formes d'aide étatique à l'industrie privée qui se sont fortement développées ces dernières années par le biais de subventions de toutes sortes". Ce feu vert du Conseil fédéral à la rentabilisation capitaliste de l'horlogerie illustre bien la politique bourgeoise qui se range derrière la dictature du profit — autrement dit le jeu de la concurrence — contre le maintien de l'emploi.

Unité des organisations ouvrières pour une première réponse à la crise horlogère

Le PSO a beaucoup contribué à la mise sur pied des comités unitaires qui ont porté cette pétition et à la récolte de signatures. Pour nous, il est urgent que toutes les forces de la gauche agissent ensemble afin d'opposer le front le plus large aux attaques patronales. C'est également le sens du soutien apporté par ces comités unitaires à la manifestation organisée par la FTMH le 25 septembre à Bienne. Seule l'action unitaire de tous les travailleurs et travailleuses de l'horlogerie et de leurs organisations peut faire échec aux diktats des banques et du patronat horloger !

correspondant biennois

"ANGOISSE CHEZ LES HORLOGERS" OU LES RECETTES PATRONALES D'UN SECRÉTAIRE SYNDICAL

A vous donner des frissons, le dernier éditorial de La lutte syndicale, journal de la FTMH ! Sous le titre "Angoisse chez les horlogers", G. Tschumi rassure... les patrons. Certes "la lutte pour le plein emploi figure au premier rang de nos préoccupations". Mieux vaut peut-être le répéter quand on parle de l'action de la FTMH dans l'horlogerie et lorsque l'on sait que durant les dix dernières années ce sont plus de 40 000 emplois qui ont été supprimés dans cette branche. D'ailleurs, durant cette période, l'auteur de l'éditorial a vaillamment "lutté pour le plein emploi" au conseil d'administration d'ASUAG, le plus grand trust horloger !

Mais — attention ! — précise immédiatement ce grand "luteur" : "Cela ne signifie toutefois pas qu'il faille engager à tour de bras au risque d'accroître considérablement les charges de l'entreprise". Heureuse précision, car on tremblait déjà !

Ce genre de raisonnement — mis à part son vilain tour de passe-passe : il ne s'agit pas d'engager, mais de conserver les emplois — rend toute défense contre les licenciements dès l'abord impossible. Puisque tout dépendrait de la santé financière des entreprises et des "nécessités" de la lutte contre la concurrence.

Le collègue Tschumi déplore "ces erreurs de management" qui seraient à l'origine de la crise. C'est alors qu'il offre magistralement ses conseils : il faut "une politique industrielle intelligente et ouverte" (...)

"L'industrie horlogère a encore un avenir" (...) "Le fait que ce soit les banques qui tiennent le gouvernail peut être positif dans la mesure où elles ne se contentent pas d'exiger des entreprises qu'elles retrouvent leur seuil de rentabilité en licenciant brusquement des centaines de travailleurs, mais qu'elles apportent — avec l'aide des pouvoirs publics leur appui en favorisant la recherche et la diversification, en soutenant l'implantation de nouvelles industries, c'est-à-dire en créant ici des postes de travail en remplacement de ceux qu'elles ont supprimé ailleurs". Pareil aveuglement, au moment où presque chaque jour apporte son lot de licenciements, est-ce autre chose que de la complicité ? Les dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses de l'horlogerie sont en droit de se poser cette question, surtout lorsque leur secrétaire syndical a l'impudence d'avouer au début de son article : "Pour ce qui concerne Ebauches SA les mesures prises nous ont moins surpris dans la mesure où, depuis, plusieurs mois, nous étions régulièrement au courant de l'évolution de la situation". Le comité de l'USS, face aux vagues de licenciements, déplore "le refus de tout droit de participation au niveau supérieur". Les travailleurs et travailleuses d'ASUAG ont fait l'expérience de l'"utilité" de cette participation avec G. Tschumi. Le bilan à tirer est net : cent pour cent négatif. Cette participation n'a permis ni de défendre l'emploi ni de préparer la riposte ouvrière. Au contraire, elle a servi d'abord les patrons.

Emploi :

LA CASCADE

L'annonce du chômage partiel chez Sulzer (cf. La Brèche no 280 du 28 août 1982) suivie par celle de Von Roll dans ses usines de Gerlafingen et Monteforno a visiblement servi de test. L'absence de toute réaction un peu vigoureuse — la FTMH ayant déclaré qu'elle n'était pas surprise ! — a ouvert la porte à une véritable cascade de mesures patronales dans la métallurgie.

A part le cas des Charmilles (cf. article et encart page 5), d'autres entreprises de la métallurgie genevoise ont annoncé des licenciements : 45 chez Lucifer (Vickers) qui fabrique des électrovalves; Sodeco-Saia, qui appartient au groupe Landis & Gyr prévoit 80 licenciements dans les années à venir.

Dans le canton de Vaud, c'est le fleuron de la lime qui est touché : les Usines métallurgiques de Vallorbe envisagent d'introduire le chômage partiel dès le 1er octobre, pour 6 mois environ. Cette mesure a été prise avec l'accord de la commission ouvrière, qui espère ainsi pouvoir ciements. A la SIM à Morges, l'entreprise a décrété 2 jours de chômage partiel dès le 1er septembre.

A Bienne, l'entreprise de machines-outils Posalux a mis au chômage partiel à 20 o/o ses 190 collaborateurs.

Dans la région bâloise, la fabrique de wagons Schindler à Pratteln recourt depuis mi-septembre au chômage partiel, à raison d'un jour par semaine (une mesure semblable a été prise à la fonderie du groupe, à Emmenbrücke, dans le canton de Lucerne); les Usines métallurgiques de Dornach, qui travaillaient en bonne partie pour l'industrie horlogère, ont également recours au chômage partiel.

A Schaffhouse, c'est le géant Georg Fischer qui prévoit de réduire de 100 unités les emplois de sa fonderie; il introduit en outre dès octobre 20 o/o de chômage partiel pour les 350 travailleurs de sa fonderie de Herblental et pour les 250 restants à Schaffhouse.

Le marchand de canons Bührle n'est pas en reste : sa filiale Contraves SA, Zurich-Seebach, licenciera jusqu'à la fin de l'année 150 travailleurs sur les 2 200 occupés dans l'entreprise.

Dans le textile, l'érosion de l'emploi se poursuit sans discontinuer : Schild AG à Liestal a licencié 140 employés, pour cause de restructuration; Arova Schaffhouse SA (fils pour tapis en fibres synthétiques) licenciera 140 personnes jusqu'à la fin de l'année.

Enfin, d'autres licenciements sont annoncés dans la chimie bâloise (sur lesquels nous reviendrons).

Et ce bref survol a toutes les chances d'être incomplet...

Contre les licenciements :

RENFORCER LA PROTECTION LÉGALE

* C'EST L'UNE DES BATAILLES CENTRALES
DANS LA MÉTALLURGIE GENEVOISE.



Depuis le début de l'année, la métallurgie genevoise licencie à tour de bras (voir encart). Certaines boîtes annoncent des difficultés importantes, si bien que leur existence même n'est plus garantie : Charmilles, Motosacoche, Tarex, SIP, Hispano. D'autres s'orientent vers des compressions d'effectifs plus ou moins massives : Tavaré, Lucifer, Sodeco (groupe Landys & Gyr), Kugler, etc. Face à une crise d'une telle ampleur, la défense du volume de l'emploi ne peut être assurée que par une lutte d'ensemble de tout le mouvement ouvrier. Dans la période qui vient, il est donc décisif de combiner la résistance dans l'entreprise, comme à Hispano (débrayages, manifestations au lieu des négociations, etc.) avec des perspectives d'ensemble soutenues par la FTMH et toute la gauche.

Nous avons déjà eu l'occasion de présenter les propositions du PSO pour la défense de l'emploi dans la métallurgie genevoise : d'une part, la réduction du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite; d'autre part, la mise sur pied d'un secteur industriel public (nous reviendrons sur ce point dans un prochain article). Reste une question essentielle : la protection légale contre les licenciements. Elle est quasi inexistante aujourd'hui en Suisse. En cette matière, les patrons ont tous les droits. C'est pourquoi la proposition de la FTMH — soutenue par 5 000 métallurgistes (pétition du 3 mars 1982) et reprise par deux députés socialistes au Grand Conseil — d'étendre à trois mois le délai obligatoire d'annonce des licenciements collectifs est un objectif extrêmement important.

La législation genevoise en matière de licenciements collectifs

La récession de 1974-1975 a vu se multiplier les licenciements collectifs et les fermetures d'entreprises. Sur proposition des socialistes Grobet et Schmid, le Grand Conseil adopta donc en 1976 une loi et un règlement d'application concernant l'annonce des licenciements. Sous pression de la droite, les dispositions un tant soit peu contraignantes pour les patrons étaient sorties du texte de loi et confinées dans le règlement d'application (plus facile à violer) : 1) d'abord un délai d'annonce de 10 jours (avant la résiliation du premier contrat de travail); 2) ensuite, une sanction pour les contrevenants (5 000 francs au maximum !).

La législation de 1976 devait permettre à l'Etat d'intervenir pour prévenir les licenciements. On ne s'en étonnera pas, les résultats ont été plus que maigres... De plus, les patrons ont compris parfaitement le sens de la manœuvre des partis de droite au moment du débat parlementaire : ils ne se sont pas privés de violer le règlement d'application. C'est ainsi que le 28 janvier dernier, la direction d'Hispano (trust

Buehrle) annonçait 136 licenciements, avec effet immédiat !

La proposition des métallurgistes FTMH

La crise actuelle de la métallurgie et l'arrogance du patronat font donc rebondir le débat sur l'annonce des licenciements. 5 000 métallurgistes réclament, dans une pétition remise aux autorités, une prolongation à trois mois du délai d'annonce. Pierre Schmid (socialiste et secrétaire de la FTMH) revient donc, cette fois-ci avec Christiane Brunner (socialiste et présidente nationale de la VPOD/SSP), devant le Grand Conseil avec un nouveau projet de loi. Le délai d'annonce est porté à trois mois et les contrevenants sont passibles de peines plus lourdes (27 000 francs au lieu de 5 000 francs dans le cas d'Hispano).

C'est le tollé sur les bancs de la droite. On refuse même l'entrée en matière : le projet est balayé. Le vote est clair : toute la droite dit non, jusqu'au démocrate-chrétien le plus "social".

Dans les boîtes, ce n'est pas vraiment la surprise. Les travailleurs d'industrie, à 70 o/o étrangers dans les ateliers de la métallurgie, sont une clientèle électorale peu intéressante : ils n'ont pas l'habitude qu'on leur fasse des concessions. Surtout en période de crise, où le patronat durcit le ton. Pourtant, ce n'est pas la résignation : "La Commission d'Ateliers et les travailleurs de Tarex tiennent à vous faire savoir qu'ils n'acceptent pas votre décision et qu'ils vont demander à la FTMH, en s'appuyant sur l'ensemble des travailleurs de la métallurgie, de tout mettre en œuvre, dès la rentrée de septembre, pour que ce postulat (l'annonce des licenciements 3 mois à l'avance, nda) se réalise", lit-on dans un récent courrier au Grand Conseil. Même écho dans de nombreuses commissions ouvrières, qui se sont adressées au législatif cantonal pour exprimer leur colère.

Trois mois pour s'organiser et préparer la lutte contre les licenciements

Les patrons s'opposent farouchement à la plus petite limitation de leur droit à licencier. Ils craignent

Le point des licenciements en 1982

Charmilles : liquidation du secteur "turbines hydrauliques" (en tout environ 250 emplois) — les "recherches et développements" ont déjà été cédés aux ACMV; la production cessera progressivement dès mars 1983. Compressions d'effectifs dans l'électro-érosion. Avenir très sombre pour Motosacoche (le terrain est mis en vente). Cas de figure envisagé : vente de tous les terrains en zone urbaine et repli sur une seule usine à Satigny-Meyrin avec 400 emplois (?). Pourtant, le pire n'est pas à exclure.

Hispano : après les 136 licenciements de cet hiver, Buehrle semble vouloir se débarrasser de son usine genevoise.

SIP : la boîte a de grosses dif-

ficultés (chômage partiel). Son terrain en zone urbaine est mis en vente.

Tarex : chômage partiel (20 à 40 o/o). Des bruits courent sur une possible fermeture à court terme.

Sodeco (groupe Landys & Gyr) : 80 licenciements prévus pour les trois ans à venir.

Vernitissa (groupe Sulzer) : chômage partiel dès octobre.

Lucifer (Vickers) : chômage partiel; 45 licenciements annoncés en août pour réduire les coûts.

Kugler : 30 licenciements au début de l'année.

Compac : chômage partiel et licenciements.

Tavaré : licenciements d'employés.

en effet par-dessus tout une chose : que s'installe l'idée que les licenciements sont illégitimes, que les intérêts collectifs des travailleurs peuvent prévaloir sur les "impératifs" du profit. Derrière la condamnation légale des licenciements-surprise, ce n'est certes par l'amende qui effraie le patronat (qu'est-ce que les 27 000 francs qu'aurait dû payer Hispano en regard des 3 200 000 francs que leur coûte le plan social arraché par les travailleurs ?), mais la légitimation des luttes ouvrières contre les licenciements. A Hispano, le patron

s'était mis hors-la-loi, les travailleurs étaient dans une position excellente pour engager la lutte !

Enfin aux patrons qui annoncent la couleur trois mois à l'avance, il faudra exiger l'ouverture des livres de compte ("Prouvez-nous donc que vous êtes obligés de licencier !"). Dans les cas difficiles, la bataille pour le reclassement préalable, le recyclage, la retraite anticipée, etc. prendra alors tout son sens; de même la discussion pour l'ouverture d'un secteur industriel public.

J. Borgeaud

CAPITALISME ET CRISE

La guerre, c'est aussi des bénéfices

Le fabuleux budget militaire des Etats-Unis aura au moins fait quelques heureux, en particulier chez les actionnaires de la firme aéronautique Lockheed, au bord de la faillite depuis quelques années et qui n'a plus distribué de dividendes depuis 1969.

Les raisons de ce succès ? Lockheed a misé à mort — c'est le cas de le dire — sur la production d'armements, abandonnant quasiment complètement son secteur civil. Ainsi l'entreprise fabrique les missiles nucléaires Trident et Poséidon, ainsi que le chasseur de sous-marins Orion. Elle profite des efforts contre-révolutionnaires des Etats-Unis, puisqu'elle a reçu la plus grande commande militaire de l'histoire : 50 transporteurs géants pour la Force d'intervention rapide (Rapid Deployment Force). Coût total : 11 milliards de dollars, soit plus de 23 milliards de francs suisses. Rien d'étonnant donc à ce que l'on prévoie que les profits de Lockheed passeront de 9,5 dollars

par participation en 1982 à 16 dollars en 1985. Conclusion se passant de commentaires : "Il y a des risques dans les affaires militaires bien sûr, mais au moment où les dépenses pour la défense sont l'un des rares secteurs en forte croissance de l'économie US, la demande est là et les poches sont profondes." (Newsweek, 23 août 1982).

La fin du rêve américain

On sait que Reagan se réfère souvent aux symboles des années 50, à tout ce qui rappelle qu'à ce moment-là l'Amérique était forte, victorieuse et conservatrice. Ses propres mesures économiques — les Reaganomics — sont en train de faire ressurgir d'autres symboles : ceux de la grande crise des années 30.

Robert M. Hayes, l'avocat de l'association nationale pour les sans-logis, estime qu'il y a actuellement 2 millions de personnes sans-abri aux Etats-Unis : "Le dernier signe de l'effondrement du rêve américain, c'est une chute de carton" (International Herald Tribune, 17. août

1982). Ces sans-abri ne sont plus depuis longtemps des clochards, mais "comprendent un nombre croissant de femmes, d'anciens 'cols bleus' (ouvriers) et des familles entières, qui ne peuvent plus payer de loyers ou d'amortissements hypothécaires parce qu'ils ont perdu leur travail ou, dans certains cas, les aides gouvernementales".

Dans le pays le plus riche du monde, la misère et la pauvreté ne cessent de s'étendre : voilà bien toute l'absurdité du capitalisme et de ses crises.

Le retour des "hoboes"

Les "hoboes", ce sont ces chemineaux américains qui utilisent les trains de marchandises pour se déplacer d'une ville à l'autre sans payer. Durant la crise des années 30, ils étaient 2 millions. Ce phénomène s'est ensuite résorbé, ne concernant plus que quelques milliers de marginaux et de vagabonds. Aujourd'hui il ressurgit avec vigueur. En 1981, la police ferroviaire a procédé à 38 724 arrestations, 15 o/o de plus que l'an-

née précédente. La progression est de 22 o/o sur la ligne de Santa Fe.

Ceux qui voyagent ainsi sont des ouvriers à la recherche d'un travail et qui ne peuvent se payer les frais du voyage. On estime que pour chaque travailleur âgé qui prend sa retraite dans l'Oregon, il y a un travailleur de la construction ou de l'automobile du Sud qui prend ainsi le train pour cette côte nord-ouest des Etats-Unis où il espère trouver du travail. Et dans la majorité des cas, c'est en vain. A tel point qu'un responsable d'un office d'accueil illustre leur situation ainsi : "Quel est le dernier endroit où vous avez entendu parler d'un travail ? C'est celui où je me rends" (Newsweek, 23 août 1982).

Rassurez-vous, toutefois; cela n'a nullement empêché Ronald Reagan d'établir un nouveau record : il est en effet le président américain qui a pris le plus de vacances durant sa charge (110 jours en vingt mois). Il est vrai que son ranch "Rancho del Cielo" de 275 hectares en Californie est beaucoup plus confortable qu'un plancher de wagon à bestiaux...

Burke

La Brèche : Les attentats de ces dernières semaines — dont la tuerie de la rue des Rosiers — ont brusquement durci la politique de Mitterrand en matière de libertés démocratiques. Faut-il y voir une tentative de pression sur le gouvernement pour bloquer les réformes en ce domaine, qui ont été les plus marquantes (abolition de la peine de mort, dissolution de la Cour de sécurité de l'Etat, droit d'asile) ?

Alain Krivine : Les attentats terroristes trouvent leur origine dans deux éléments. Des militants d'anciens groupes ultra-gauches — totalement minoritaires et sans influence populaire — semblent adopter la voie de la lutte armée qui se substitue à la mobilisation et l'action des masses. Ce type d'actions permet toutes les manipulations et accrédite les exigences de la droite en faveur d'un renforcement de l'appareil policier bourgeois. Cela ne fait que créer un obstacle supplémentaire aux luttes. Mais l'autre origine du terrorisme doit être recherchée dans les incidences de la situation internationale. Le terrorisme est aussi devenu un instrument des services secrets pour mettre en difficulté ou abattre leurs adversaires. L'attentat de la rue Marboeuf, dont l'inspiration paraît venir de Syrie, en est la parfaite illustration. Celui de la rue des Rosiers — que ses auteurs l'aient voulu ou non — n'a servi que les intérêts de Sharon et Begin en accréditant l'idée que les protestations contre l'invasion israélienne au Liban suscitaient l'antisémitisme.

La droite saisit toutes ces occasions pour déclencher une campagne raciste et anticommuniste. D. Jamet, dans le *Quotidien de Paris*, écrivait le 23 août : « *La peur s'est abattue sur Paris. Elle vient d'Orient, elle a un relais à l'extrême-gauche* ».

Face à cette volonté de dramatiser, voire de déstabiliser, Mitterrand a choisi le renforcement des mesures policières. Nous les avons condamnées, car elles vont se retourner contre le mouvement ouvrier : mise en place d'un fichier électronique, renforcement de la police avec d'anciens flics de Giscard (comme le commissaire Broussard, dont le nom était sorti lors de bavures policières de "l'ancien régime"). L'arrestation, spectaculairement annoncée, de "terroristes" qui ne sont autres que des combattants irlandais nationalistes (qui n'ont pris les armes qu'en réaction à la terreur organisée en Ulster par l'armée britannique) ou l'arrestation de Scalzone, réfugié politique italien dont les allées et venues étaient connues de tous confirment déjà cette mise en cause des droits démocratiques, comme le droit d'asile par exemple. Même le député socialiste de Belfort, Forni, vice-président de la commission de l'informatique, a remis en cause ces mesures répressives, qualifiées de "*dange-reuses*". Face à des menaces de déstabilisation, c'est une mobilisation populaire et non policière qu'il faut développer. Mais le gouvernement ne veut pas compter sur la mobilisation des travailleurs.

* Mauroy et Mitterrand reculent donc dans ce domaine comme ils ont cédé sur toutes les promesses du 10 mai. Faut-il en conclure que la "pause" demandée par Delors à la fin 1981 s'est bien installée ?

— Plus que la "pause", c'est une réelle politique d'austérité que conduit le gouvernement du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PC). Ce dernier a beau se cacher derrière le terme de "politique de rigueur", cela ne change rien à la réalité. Au début de l'année déjà, au sujet de la réduction du temps de travail, le gouvernement était revenu sur ses promesses : pas de loi sur les 35 heures, mais une ordonnance sur les 39 heures laissant toute latitude aux pressions patronales pour essayer d'entamer les acquis (compensation salariale, organisation des horaires). La mobilisation des travailleurs a forcé Mitterrand, en fin de compte, à préciser que les salaires devaient être compensés. Mais pour le reste, la loi sur les 35 heures est remise à plus tard.

Depuis l'été, la politique de concessions s'est nettement accélérée. Le blocage des prix et des salaires, s'il se maintient, entraînera une perte du pouvoir d'achat de l'ordre de 3 o/o à 4 o/o pour les travailleurs. D'autant plus que — comme toujours — le blocage des salaires est rigoureux (les patrons disent même aux travailleurs : *"Adressez-vous à votre gouvernement. Si je vous augmentais, je devrais payer une amende"*), tandis que les prix ont déjà commencé à "sortir" du blocage — comme on dit aujourd'hui — dès le premier jour. Les produits frais (lait, viande, conserves, fruits et légumes), les assurances automobile, l'essence (la super a passé de 4,12 à 4,51 francs français en un an mais on ne touche pas aux super-profits des trusts pétroliers) n'ont pas été inclus dans le blocage. Aujourd'hui, les prix des fournitures scolaires vont augmenter. Bref, tout ce qui touche au budget des travailleurs est à la hausse.

Le budget que vient de proposer Fabius va dans le même sens. Le *Financial Times* parle de "*changement fondamental (...)* contrastant sombrement avec l'euphorie des victoires électorales de l'année dernière", pour s'en féliciter bien entendu. La réforme fiscale promise est mise au tiroir. De plus, le gouvernement envisage de percevoir un impôt-chômage de 1 o/o sur les fonctionnaires (sous prétexte qu'ils jouissent de la sécurité de l'emploi) et d'augmenter les cotisations à l'assurance-chômage. En matière de droits démocratiques, outre les "mesures antiterroristes" dont nous avons parlé, les droits des travailleurs, spécialement dans les domaines de la santé et de l'hygiène, sont restés très limités. Même sur le remboursement de l'avortement, le gouvernement recule. De son propre aveu, c'est moins le coût financier qui est en cause que la volonté de concessions politiques à la droite et à l'Eglise.



France :

QUELLE RENTRÉE SOCIALE ?

* ENTRETIEN AVEC ALAIN KRIVINE, DIRIGEANT DE LA LCR (LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE, SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE)

• Le PS et le PC présentent ces concessions comme inévitables, compte tenu de la crise internationale. La LCR estime-t-elle que d'autres mesures sont possibles ?

— La politique des directions réformatrices se résume à une formule : face à la crise, il faut des “mesures de rigueur” au nom de la solidarité. Les directions syndicales sont en train de négocier la “sortie du blocage des salaires” en acceptant son maintien, sauf pour les catégories situées entre le SMIC et 6 000 / 7 000 francs français. La CGT et le PCF, qui ont critiqué la CFDT pour son acceptation de l’austérité combinée avec des promesses d’améliorations “qualitatives”, la rejoignent aujourd’hui. Ils se concentrent davantage sur les droits des travailleurs — qui ne sont pas négligeables en eux-mêmes mais ne répondent pas aux mesures d’austérité — et acceptent, pour l’essentiel, le projet de budget et le blocage des prix et salaires.

La vérité, c'est que derrière ces mots de solidarité il s'agit en fait de solidarité avec le patronat. Les nationalisations ont déjà coûté des dizaines de milliards d'indemnités, la réforme fiscale est reportée (sauf une légère augmentation pour 100 000 très hauts revenus environ) alors qu'on estime à 60 milliards les capitaux en fuite depuis le 10 mai. J'ai déjà montré les effets du blocage des prix et des salaires.

Ces concessions ne vont pas pour autant convaincre le patronat d'investir et la droite d'accepter sa défaite. Le patronat s'appuie sur chaque mesure gouvernementale qui lui est favorable (comme sur les 39 heures ou les salaires) pour se retourner contre les travailleurs. En leur disant : adressez-vous au gouvernement que vous avez élu ! Le RPR et l'UDF soulignent chaque recul sur les promesses pour accroître leurs pressions politiques — en espérant que la désillusion que cela suscite chez les travailleurs leur devienne favorable, pour faire une "percée" lors des élections municipales de 1983.

PS et PC perdent donc sur les deux tableaux : ils suscitent le scepticisme, voire le découragement chez les travailleurs, sans pouvoir convaincre la droite. On s'attend à des pertes de la gauche aux élections municipales.

Pour nous, la meilleure façon de battre la droite c'est de se décider à la combattre ! Cela implique de donner la priorité à la défense des intérêts des travailleurs :

● pour la levée du blocage des salaires, la pleine compensation du renchérissement et l'échelle mobile des salaires. Le contrôle des prix doit être maintenu, et surtout imposé sur les biens de première nécessité qui touchent le budget des travailleurs. Certaines actions de contrôle des prix ont été engagées par le PC dans les grands magasins. Mais en

matière de contrôle des prix, c'est surtout celui des prix industriels qu'il faut viser. Sur ce terrain, une réelle "politique de changement" implique que les travailleurs interviennent, dans les entreprises, sur le contrôle de la production, l'ouverture des livres de compte.

• **pour une loi fixant l'arrêt des licenciements et une loi sur les 35 heures.** Plus de 1 000 entreprises ont licencié, malgré l'appel des travailleurs au gouvernement. Or l'intégration de certaines entreprises au secteur nationalisé était possible (comme Elastelle dans Rhône-Poulenc, SIF dans la Compagnie Générale d'Electricité); le contrôle public sur l'entreprise de poupées Bella, avec maintien des emplois, serait revenu trois fois moins cher que les aides accordées au patron avec 500 suppressions d'emplois. Delors a expliqué qu'il refusait de placer ces entreprises sous contrôle public parce que "si on l'accorde à l'une, il y en aura 1 200 à le réclamer"! Nous disons au contraire que le gouvernement doit interdire ces licenciements et si le patron s'y refuse intégrer ces entreprises au secteur nationalisé, pour maintenir l'emploi.

• **pour un plan de développement du secteur nationalisé.**

Les nationalisations donnent au gouvernement de réelles possibilités d'intervention. N'oublions pas qu'il dispose du contrôle de 80 o/o du système bancaire. Un contrôle national du crédit, lié à une politique de maintien de l'emploi, est possible, dans le cadre d'un plan qui centralise la production des entreprises nationalisées. Ce n'est pas ce que fait le gouvernement, qui laisse même entre les mains des anciennes directions giscardiennes la gestion des entreprises.

• **pour une réforme fiscale et la lutte contre la fraude.**

Evidemment, ces mesures que nous préconisons posent le problème du financement. Nous n'avons pas d'illusions : il faudra s'en prendre au capital privé. Une réforme fiscale radicale est nécessaire dans ce sens, doublée d'un strict contrôle de la fraude fiscale.

* **Tu as souligné les effets de cette politique d'austérité, qui suscitent la désillusion chez les travailleurs. Comment réagit la classe ouvrière ?**

— Les récents sondages soulignent la perte de crédibilité de Mitterrand et de Mauroy. La désillusion est réelle chez les travailleurs. Mais elle ne s'exprime pas encore par un renforcement de la droite. Il faut noter que dans ces sondages, une part importante des militants du PS et du PC (entre 60 et 70 o/o) estiment qu'il faudrait aller plus loin dans le changement.

L'évolution des grèves est significative de ce point de vue. Entre 700 000 et 800 000 travailleurs ont réagi, entreprise par entreprise, lors de l'ordonnance des 39 heures, pour maintenir les acquis que voulaient mettre en cause les patrons. Dans l'automobile, les luttes des OS ont été victorieuses. Comme ils disaient eux-mêmes : "Nous avons lutté pour que ce soit aussi notre 10 mai". Le rapport de forces est donc favorable à la poursuite des luttes.



Lors d'une manifestation contre les licenciements chez Elastelle, au Puy.

Il est encore difficile de prévoir quels seront les effets du blocage des salaires. Celui-ci ne va se ressentir que maintenant, dans les fiches de paie. Il n'est pas exclu que des luttes s'engagent, simultanément au refus du budget d'austérité présenté cet automne.

Mais cette résistance de la classe ouvrière s'achoppe à des obstacles de taille. La majorité des travailleurs est opposée aux mesures d'austérité, mais hésite, faute de perspectives d'ensemble, à se confronter avec le gouvernement. Les concessions du gouvernement au patronat suscitent surtout le désarroi, auquel s'ajoute la crainte d'un retour de la droite. Le PC et le PS en subissent déjà les effets : les pertes du PC n'ont pas été endiguées et dans le PS la vague d'adhésion successive au 10 mai est déjà stoppée. Des militants ouvriers commencent même à le quitter. Mais dans le PS comme dans le PC, l'opposition politique est faible. Aucun courant d'opposition ne se manifeste.

Sur le plan syndical, la situation est différente. Tant la CGT que la CFDT ont connu une perte de leurs effectifs — qui rapproche aujourd'hui la CFDT de la CGT (à 350 000 membres près), bien que la CGT garde une force d'organisation plus grande dans les entreprises. La division syndicale joue à plein — même si les politiques nationales des deux centrales sont très proches. Les prochaines élections aux prud'hommes (début décembre) vont accentuer ces divisions dans les entreprises, chaque centrale cherchant à s'affirmer contre l'autre.

Mais dans les syndicats, les oppositions ont connu un

développement tant quantitatif que qualitatif. Quelques dizaines de milliers de travailleurs commencent à se politiser autour des solutions politiques à avancer face aux plans d'austérité du gouvernement et aux menaces d'un retour de la droite. Dans la CFDT, 127 syndicats ont avancé une plate-forme de rechange. Dans la CGT, une majorité s'est affirmée pour le SMIC à 4 100 francs (bien qu'officiellement la direction se limite toujours à 3 600 francs). Ces oppositions syndicales se rejoignent sur deux questions déterminantes aujourd'hui : la nécessité de l'unité syndicale et de l'indépendance du syndicat face à l'Etat pour combattre le patronat et les mesures d'austérité.

Mais ces oppositions syndicales restent encore dispersées. Il faut comprendre qu'aucune lutte d'ensemble ne sera possible sans que ces travailleurs ne se sentent la force d'imposer une autre politique pour lutter contre la crise et les pressions patronales. Il est donc décisif que ces oppositions syndicales s'affirment aujourd'hui pour endiguer le processus de désyndicalisation et de désarroi chez les travailleurs.

* **La LCR n'est-elle pas trop faible pour agir sur cette situation ?**

— Certes, la LCR est encore une petite organisation face à la nécessité de dégager une solution de rechange politique d'ensemble, susceptible de gagner les travailleurs à une réelle perspective socialiste. Mais il est possible aujourd'hui de regrouper toutes celles et tous ceux qui veulent effectivement combattre la droite en refusant la politique d'austérité et exiger une autre politique contre le patronat. Dans ce sens, nous mettrons toutes nos forces pour que les courants d'opposition syndicale commencent à coordonner leurs forces, autour d'objectifs nationaux communs. Nous organisons à la mi-novembre une Conférence ouvrière large pour débattre de nos propositions face à la situation actuelle avec des militants ouvriers et syndicaux des différents secteurs. D'autre part, l'échéance des élections municipales va être décisive. Il faut faire face à la droite — qui veut y regagner une légitimité "majoritaire" — et le PS comme le PC ne pourront le faire en multipliant les concessions au patronat. C'est pourquoi nous appelons à la réalisation d'un large accord de toutes les forces prêtes à s'unir sur une liste de combat contre la droite et contre l'austérité. Des accords avec Lutte Ouvrière et le Parti Communiste Internationaliste (PCI), que nous proposons, seraient déjà un pas dans cette direction. Nous publions déjà un mensuel commun avec Lutte Ouvrière (auquel le PCI a refusé de s'associer). Mais ces accords doivent permettre de gagner plus largement des travailleurs à une solution de rechange politique. En Lorraine, nous avons organisé une conférence ouvrière avec des camarades du PSU. Toutes ces initiatives vont pour nous dans le même sens : regrouper une force unitaire qui s'affirme, nationalement, décidée à riposter au patronat et à refuser la politique d'austérité en exigeant du PS et du PC qu'ils s'en prennent aux profits capitalistes.

SIGLES ET NOMS

SMIC : salaire minimum interprofessionnel de croissance, actuellement d'environ 3 400 francs français par mois.

CGT : Confédération syndicale dirigée par le PCF.

CFDT : Confédération syndicale proche du PS, et plus particulièrement du courant de Michel Rocard.

RPR : Rassemblement pour la république. Droite gaulliste; dirigé par le maire de Paris, Jacques Chirac.

UDF : Union pour la démocratie française. Coalition centriste et libérale. Principaux dirigeants : Valéry Giscard d'Estaing et Jean Lecanuet.

Lutte Ouvrière et Parti Communiste Internationaliste : organisations politiques révolutionnaires se réclamant du trotskysme.

PSU : Parti socialiste unifié. Dirigé par Huguette Bouchardeau; se veut l'aile gauche critique de la majorité.

Jacques Delors : ancien conseiller personnel du premier ministre gaulliste Jacques Chaban-Delmas, aujourd'hui ministre de l'Economie.

Laurent Fabius : ministre du Budget.

Depuis le 10 mai,

Un nouveau cycle de luttes ouvrières

Un an après la chute de Giscard, l'évolution des luttes ouvrières en France traduit une réalité : les travailleurs s'appuient sur le changement du rapport de forces pour se défendre contre les attaques capitalistes, pour réagir. En 1981, les grèves dans les entreprises ont repris — après les quelques semaines "d'état de grâce" suivant les élections — et cette reprise est d'autant plus significative que les deux années précédentes (1979 et 1980) avaient connu le moins de grèves depuis 1965. Ce processus s'est poursuivi dans le premier trimestre de 1982.

Trois terrains de lutte ont marqué ces derniers mois : les grèves contre l'application patronale des 39 heures, les luttes pour l'emploi dans les entreprises menacées de fermeture et les grèves dans l'automobile.

PAS TOUCHE AUX ACQUIS !

Le décret sur les 39 heures s'est soldé par un énorme mouvement de rejet, dans toutes les branches : en quelques semaines, près d'un million de journées de grève (quatre fois plus qu'en février 1979, 1980 ou 1981) se sont opposées à la volonté patronale de rogner les acquis (salaires, codification des horaires) lors de l'introduction des 39 heures. Ces grèves sont restées éclatées entreprise par entreprise. Mais partout, les travailleurs se mobilisaient dans le même sens : "On n'a pas voté pour ça". La colère était si grande contre les patrons que plusieurs ont été séquestrés. En revanche, bien peu de grévistes ont avancé les 35 heures, puisque les directions syndicales tournaient le dos à cette revendication.

LE MAINTIEN DES EMPLOIS

Les luttes pour maintenir l'emploi sont restées beaucoup plus isolées, dans des entreprises de quelques centaines de travailleurs menacées de fermeture. Sauf dans la sidérurgie où les travailleurs résistent à l'application des plans établis sous Giscard. Mais dans toutes ces luttes pour l'emploi, les travailleurs ont confronté leur volonté de maintenir les postes de travail à la politique du gouvernement : "Imposez le maintien des emplois au patronat" était un mot d'ordre rapidement politique, doublé dans certains cas de la revendication de la nationalisation de l'entreprise — refusée par le gouvernement d'ailleurs.

LE 10 MAI DES OS

La vague de luttes dans l'automobile (chez Renault, Citroën et Talbot) a vu la mobilisation des OS (ouvriers spécialisés), en majorité immigrés, "pour que le 10 mai soit aussi celui des OS". Ces travailleurs, privés de droits et soumis au contrôle du syndicat jaune, ont arraché leur reconnaissance dans l'entreprise et une augmentation de salaires. Ce succès n'est pas simplement dû au fait qu'il s'agit d'un secteur "retardataire" par rapport aux conditions de travail de l'ensemble de la classe ouvrière. La vague de grèves dans l'automobile a en effet remis à l'ordre du jour la grève dans le secteur privé en démontrant que le 10 mai permet des victoires aux travailleurs. C'est une leçon que bien d'autres secteurs de la classe ouvrière vont méditer, au fur et à mesure qu'ils se confronteront aux problèmes du chômage, de l'austérité et des pressions patronales.

UN MANQUE DE PERSPECTIVES

Mais ces luttes restent partielles et nombreux sont les travailleurs qui s'interrogent, devant les mesures prises par le gouvernement : "Comment combattre ceux qu'on a mis en place ?" lorsqu'ils imposent eux-mêmes l'austérité. Les luttes, le plus souvent, sont perçues comme un moyen de corriger la politique gouvernementale et de résister au patronat. Or ce qu'il faut, c'est réussir à imposer une autre politique, qui s'en prenne aux capitalistes, leur arrache les leviers de commande dans les entreprises (du privé comme du public). Dans chaque lutte partielle, nos camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire s'efforcent de regrouper les forces pour imposer cette voie alternative à celle des directions réformistes.

d'après Rouge (organe de la LCR), juillet 1982

Les atouts du 1er pilier

retraite à 60/62 ans :



ÇA URGE !

Afin de pouvoir réaliser le postulat social urgent de la diminution de l'âge de la retraite AVS à 62/60 ans, sans diminution des rentes, les cotisations salariales et les subventions à l'AVS devront être augmentées d'environ un sixième. Cela signifie un renforcement hautement souhaitable du 1er pilier de la prévoyance vieillesse et survivants. Chaque franc versé à l'AVS rapporte en moyenne une rente de moitié plus élevée que le franc versé à une caisse de pension.

Les marchandages à l'intérieur de la bourgeoisie à propos de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle ont clairement montré une chose : le système de la capitalisation en vigueur dans les caisses de pension privées implique des cotisations beaucoup plus élevées que le système de la répartition (AVS), que ce soit lors de la phase de constitution du capital que durant la phase de fonctionnement "normal". Les affirmations contraires des experts des caisses de pension se sont avérées erronées, voire ouvertement mensongères.

Abaisser l'âge de la retraite, c'est renforcer le 1er pilier

Fritz Leuthy, le secrétaire de l'Union syndicale suisse chargée des assurances sociales, a donné les chiffres officiels concernant le projet actuel et réduit de la prévoyance professionnelle.

suelle individuelle, après la durée complète de cotisation (45 ans), correspond, pour un salaire mensuel de 1 500 francs, à cinq fois et demi la cotisation mensuelle. Pour un salaire mensuel de 3 720 francs (limite supérieure pour la rente maximale) ce rapport est toujours de 3,5 fois ! Pour les rentes de couple, qui correspondent au 150 o/o des rentes individuelles, les différences avec les rentes des caisses de pension sont encore plus importantes. Même avec un salaire mensuel de 5 000 francs les célibataires sont mieux pourvus dans l'AVS que dans les caisses de pension; pour les couples cette limite atteint 7 500 francs par mois.

La supériorité écrasante de l'AVS pour les revenus bas et moyens ne provient que pour une faible part de la durée plus longue de cotisation et des contributions de solidarité des hauts revenus et



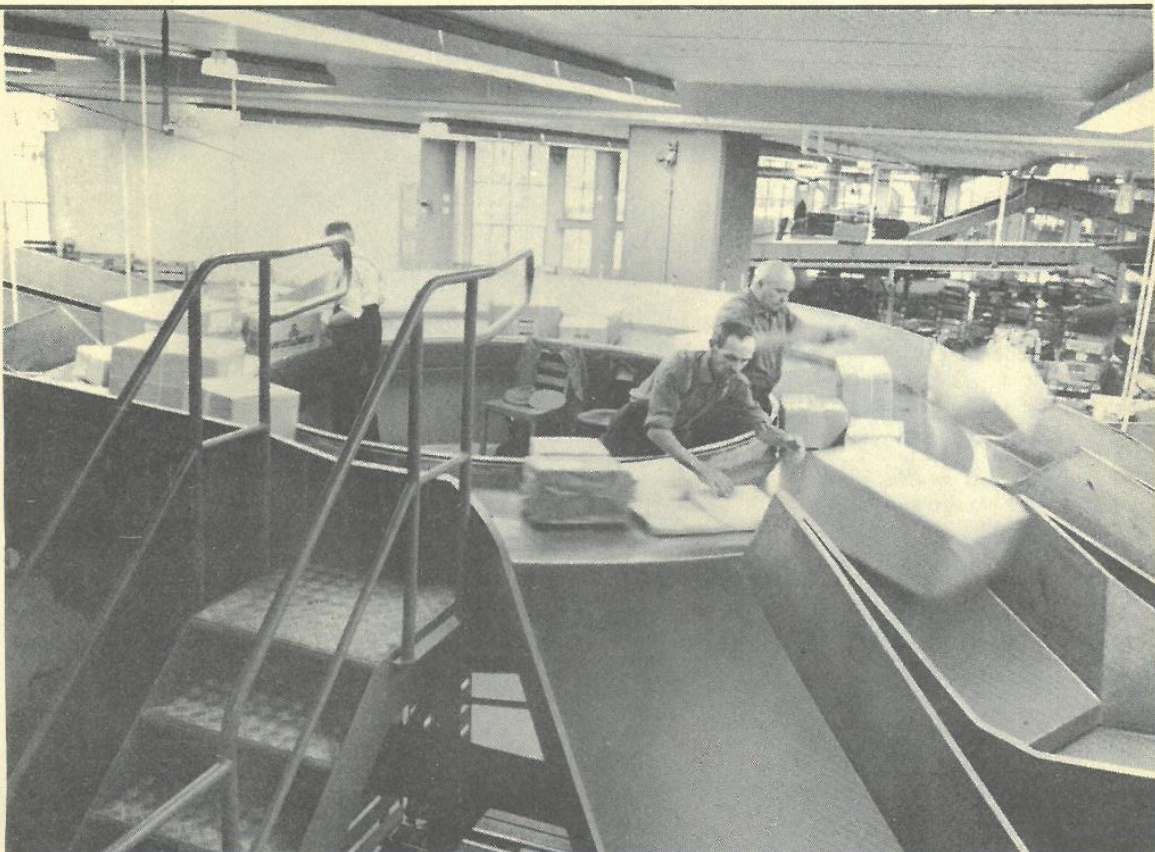
Les résultats sont les suivants : pour une durée complète de cotisation (40 ans), la rente mensuelle versée par la caisse de pension sera deux fois et demi plus élevée que le montant de la cotisation mensuelle (cotisations patronales et salariales). Ce rapport est indépendant du montant du salaire, car un principe "chacun économise pour soi-même". Il n'y a pas de rente de couple.

Dans le système de l'AVS, le rapport entre la cotisation et la rente dépend du montant du salaire, car ceux qui ont des bas salaires bénéficient de cotisations de solidarité des hauts salaires et de l'Etat. Dans l'AVS, la rente men-

des subventions de l'Etat (actuellement : 20 o/o des dépenses de l'AVS). Cette supériorité découle dans une large mesure du système de répartition, qui ne connaît ni les grosses pertes dues à l'inflation, ni les frais d'administration élevés, ni les tributs payés aux assurances privées et aux banques, toutes choses qui caractérisent les caisses de pension privées.

Aussi, chaque renforcement de l'AVS est une victoire pour les salariés et le mouvement ouvrier.

Comité national d'initiative
"Pour l'abaissement de l'âge de la retraite à 60/62 ans"
(POCH, PdT, PSA, PSO)



"Stress", vous avez dit "stress" ?

Temps de travail :

42 heures pour le personnel fédéral ?

Un an et demi après les manifestations du personnel fédéral — qui a déjà obtenu une adaptation des salaires réels — le Conseil fédéral est entré en matière sur la seconde revendication, la baisse du temps de travail. Coupant la poire en deux, il propose le passage progressif à 42 heures pour 1985 et non les 40 heures revendiquées. Mais rien n'assure encore que cela soit acquis !

Depuis des mois, la majorité bourgeoise au parlement se bat bec et ongles pour le blocage des effectifs et l'arrêt des dépenses sociales. Nul doute que ces Messieurs vont revenir à la charge pour essayer encore de rogner les propositions du Conseil fédéral. La proposition déposée visant à bloquer toute augmentation des effectifs doit encore être soumise. Or que signifie une diminution d'horaire s'il n'y a pas une réelle compensation d'effectifs ? Une charge accrue de travail par poste ! L'augmentation du trafic aux PTT, l'introduction de l'horaire cadencé aux CFF justifient déjà amplement une diminution des horaires à 40 heures, et non 42, avec pleine compensation des effectifs.

Il est à craindre cependant que les directions syndicales (Union PTT, SEV et VPOD/SSP en particulier) se contentent des promesses du Conseil fédéral. Ce serait faire la politique de l'autruche ! Le Congrès de la VPOD/SSP de juin a décidé d'organiser une manifestation nationale pour les 40 heures, avec l'appui si possible des PTT et CFF. C'est le moment ou jamais. Premièrement, pour contrer tout de suite les prétentions de la droite. Deuxièmement pour montrer la volonté des travailleurs de ne pas rester à mi-chemin dans leur revendication des 40 heures, voire d'obtenir un calendrier pour leur introduction. Troisièmement enfin, pour que la brèche qui s'ouvre pour le personnel fédéral puisse être élargie dans tous les services publics cantonaux

et communaux. Une manifestation nationale ne pourra qu'encourager les négociations qu'ouvrent déjà certaines sections cantonales de la VPOD/SSP pour les 40 heures.

LE BATON DE WILLI RITSCHARD

Grand remue-ménage d'état-major, au Conseil fédéral comme au Parti Socialiste. Annonce de la démission de Ritschard, suivie d'un démenti : "je resterai". Le PSS ne veut se priver ni de la "locomotive électorale" Ritschard, ni des prébendes d'un futur président de la Confédération.

Mais en savez-vous le prix ? Devant un parquet de banquiers réunis à Berne, Willi Ritschard a annoncé un nouveau plan financier, "avec des alternatives dures" (Basler Zeitung, 28 août 1982) qui "ne laisseront pas intouchées ni l'aide au développement, ni la défense nationale ni les dépenses sociales".

Willi Ritschard veut son bâton de Conseiller fédéral...pour frapper les travailleurs !

ET 37 HEURES DANS LES BANQUES ?

L'Association Suisse des Employés de Banques (ASEB) bat d'une longueur l'Union Syndicale Suisse (USS) ! Dans une conférence de presse tenue à Berne le 27 août, elle revendique les 37 heures pour les employés travaillant à l'écran (les "terminaux" qui se sont développés en masse aux guichets et dans les services), 4 heures maximum de travail à l'écran par jour, une pause de 10 minutes toutes les 50 minutes et une semaine de vacances supplémentaire pour tous ceux qui travaillent sans lumière naturelle.

Ce programme s'inscrit directe-

ment dans la défense des conditions de travail et de santé face aux rationalisations des banques. La Société de Banque Suisse (SBS) compte passer de 900 terminaux aujourd'hui à 2 500 en 1985. 40 o/o des 80 000 employés des banques sont des femmes, dont les deux tiers travaillent aux écrans, avec des tâches fatigantes pour les yeux et répétitives... qui s'ajoutent à celles du ménage. Le programme adopté par l'ASEB traduit donc un début de conscience immédiate de défense des conditions de travail, analogues à celles de bien des salariés, qui peut engager des forces

nouvelles à l'action syndicale.

L'USS va-t-elle rester immobile ? Une motion est déposée à son Congrès d'octobre pour créer un syndicat dans les banques et les assurances. L'occasion est toute donnée : en s'engageant aux côtés de l'ASEB, dans une dénonciation concrète des conditions de travail dans les banques et un appui aux revendications des employés, les syndicats USS peuvent gagner des forces nouvelles au syndicalisme. Et aussi apprendre d'elles ! Car quel programme défend l'USS pour abaisser le temps de travail et défendre la santé des travailleurs ?

Etat espagnol :

Il y a quelques mois, la situation dans l'Etat espagnol était tout entière assombrie par l'ombre d'un possible coup d'Etat militaire et de la contre-réforme. Ce que l'on appelle en Espagne "les pouvoirs de fait" — l'armée, les forces répressives et leurs relais dans l'appareil d'Etat occupaient alors le devant de la scène.

Aujourd'hui, les élections parlementaires d'octobre mettent sur toutes les lèvres un seul sigle : PSOE, Parti socialiste ouvrier espagnol. Sa victoire aux élections semble en effet assurée.

Ainsi, en quelques mois, nous serions passés d'une situation puant le coup d'Etat, rampant ou non, à un raz-de-marée de la gauche ? Comment un tel renversement de situation est-il possible ?

Fondamentalement, une telle instabilité renvoie à une double crise de direction : celle des dominants et celle des dominés. Comme l'expliquait la résolution sur l'Europe du XIe Congrès Mondial de la IVe Internationale en novembre 1979 : "L'incapacité des deux classes principales à imposer à court terme leur solution d'ensemble, dans un contexte de crise économique, sociale et politique allant s'approfondissant, conduit à une période relativement prolongée d'importantes luttes de classes, période marquée par des crises pré-révolutionnaires, des offensives bour-

LE TOURNANT?

geoises d'envergure dans certains pays et par de rudes et rapides tournants politiques".

La bourgeoisie de l'Etat espagnol est non seulement divisée sur le meilleur moyen pour faire reculer définitivement le mouvement ouvrier (coup d'Etat ouvert ou poursuite de la contre-réforme institutionnelle, ou encore une combinaison des deux); mais cette division a entraîné la paralysie, puis l'éclatement de son principal parti politique, l'Union du centre démocratique (UCD).

En s'apprêtant à voter massivement PSOE, les travailleurs de l'Etat espagnol cherchent réellement à manifester leur volonté de résistance. Le début de renouvellement du mouvement ouvrier, la fin de sa léthargie, sensible aussi bien dans les syndicats que dans la crise du Parti communiste, est à l'origine de cette poussée pour le PSOE. Le problème est que rien, cependant, dans le programme et dans l'action du PSOE, de sa direction et de ses élus, ne stimulera en retour cette renaissance de la combativité ouvrière. C'est même exactement ce que la direction du PSOE cherche à éviter à tout prix. Si le sort du mouvement ouvrier ne dépendait que de Felipe Gonzales — leader du PSOE — et de ses amis, la fête électorale déboucherait rapidement sur une "gueule de bois" carabinée, faite d'austérité bourgeoise et de défaites ouvrières.

Pour les militants révolutionnaires, il s'agit donc de donner au vote utile pour la gauche son vrai sens de volonté de résistance et de changement. Nos camarades de la LCR-LKI (section de l'Etat espagnol de la IVe Internationale) avancent donc les perspectives d'action suivantes :

- * faire que les prochaines élections se traduisent par une défaite marquée de la droite;
- * donner à la volonté de changement une série d'objectifs : — contre le putschisme et la réaction : épuration des putschistes, suppression des lois de la contre-réforme; — contre le centralisme : pour le droit à l'autodétermination des nationalités, contre la répression; — contre la crise et le chômage : pas de pactes sociaux, pas d'horaires supérieurs à 40 heures, pas d'augmentations de salaires inférieures au coût de la vie, nationalisation de la banque, réforme agraire, imposition plus forte des riches; — refus de l'OTAN et des bases militaires.

Ils engageront toutes leurs forces pour que ces revendications soient reprises dans les différents mouvements de masse et dans l'action. Pour que la défaite de la droite soit aussi une victoire des travailleurs.

Eric Peter

Turquie :



Les vrais terroristes sont au pouvoir

La junte militaire turque s'apprête, début octobre, à mettre en scène une farce grotesque de "démocratisation" du régime en appelant la population à voter une nouvelle constitution. Le chef de la junte, le général Evren, a lui-même illustré toute l'audace de sa clique de tortionnaires. Il a en effet déclaré que si le peuple turc refusait cette constitution, cela signifierait simplement qu'il approuvait le régime de la junte, mais sans constitution !

Or la situation dans le pays est telle que même le congrès de la très modérée Confédération européenne des syndicats a voté en avril une résolution qui constate : "Après plus d'un an et demi de dictature militaire, il est évident que le régime dans ce pays utilise la lutte contre le terrorisme comme excuse pour justifier la suppression permanente des syndicats libres et indépendants." (Revue syndicale, mai/juin 1982).

Nous avons rencontré un militant turc, de retour de Turquie, qui a collecté une série de témoignages sur la répression dans son pays. A chaque fois, ses interlocuteurs ont insisté sur le fait qu'aujourd'hui la répression et la torture, systématiquement appliquée, sont devenues une véritable méthode de gouvernement.

La Brèche : Tu reviens très impressionné par les témoignages recueillis durant ton séjour.

Selim : Oui, non seulement parce que des membres de ma famille ont été victimes de la répression, mais aussi parce qu'elle a atteint une ampleur inouïe. Elle peut toucher tout le monde. La police ne fait même plus d'enquête : elle procède par rafles, bouclant par exemple un quartier ouvrier ou réputé de gauche. Elle embarque tout le monde, puis fait le tri à coup de tortures et de sévices. Sur le nombre, elle trouve toujours un ou deux "suspects".

* Quelles sont les méthodes de torture les plus couramment employées ?

— Elles sont nombreuses et vont du simple passage à tabac au viol, à la sodomisation (indépendamment du sexe et de l'âge de la victime), en passant par l'électricité, la falaka (bastonnade de la plante des pieds), la suspension de la victime par les poignets liés dans le dos, etc. Toutes ces tortures sont faites par des spécialistes des deux sexes. Au début de la séance, un médecin examine le "suspect", indique quelles sont les tortures à ne pas employer, selon l'état de son "patient". A la prison d'Izmir, un officier américain vient une fois par semaine contrôler la bonne marche de ces interrogatoires.

Tout est fait pour détruire la personnalité et supprimer toute volonté de résistance. Les prisonniers ont constamment les yeux bandés, vivent nus (l'humidité, entretenue, des cellules provoque du reste de nombreux cas de tuberculose et de maladies pulmonaires. L'hygiène n'existe pas. Sans cesse

des haut-parleurs diffusent des conseils du genre "nous savons tout, parlez !" ou "votre Comité central a avoué, parlez, vous aussi !", entrecoupés de marches militaires. Les détenus(e)s ne peuvent pas dormir : dans les cellules ils sont accroupis, dos au mur; s'ils s'endorment, un gardien vient les réveiller à coup de bâton sur les rotules. Leur seule nourriture, c'est du pain.

Cette brutalité et cette énorme pression psychologique font que souvent les gens avouent n'importe quoi. Et il arrive lors des procès que plusieurs détenus, dans différents endroits, s'accusent du même délit ou qu'une même personne reconnaisse avoir commis plusieurs délits en même temps dans trois ou quatre villes !

* Un tel traitement doit laisser des traces ?

— Il y a d'abord ceux qui ne laissent plus de traces, parce qu'ils sont morts en prison. Le plus souvent ils ont été défenestrés. On explique officiellement alors que "X" a fait une chute dans un escalier... Il y a d'autre part des couples définitivement brisés, parce que l'un a parlé et pas l'autre. Il y a aussi eu plusieurs femmes libérées qui se sont suicidées : elles étaient enceintes de leur violeur...

* Peux-tu préciser comment la répression se passe concrètement ?

— Je t'ai déjà parlé des rafles. Bon, alors les flics débarquent chez toi. Ils trouvent, c'est authentique, un bouquin sur les peintres impressionnistes. Pour eux, impressionnistes = marxistes, socialistes, etc. Ou bien ils trouvent une boîte de cirage; comme le cirage permet d'écrire des slogans sur les murs, te voilà aussi arrêté. Aucune pièce

officielle ne confirme ton arrestation et les proches ne sont pas avertis, tu as simplement disparu.

* Et ensuite ?

— On t'emmène au poste. Premier passage à tabac, suivi d'un tri. Les suspects sont classés en quatre catégories, officielles pour ainsi dire : a) interrogatoire léger, à coup de gifles; b) à "traiter" légèrement; c) à torturer régulièrement; d) à torturer constamment. Mais des gens qui n'étaient pas dans les catégories "à torturer" ont tout de même été obligés de rester assis durant un mois sur une chaise, sans bouger. Ce qui provoque des déformations très douloureuses de la colonne vertébrale et des escarres.

* Que se passe-t-il si tu refuses de parler ?

— Ils se déchaînent. Il faut dire que les flics sont très stimulés par l'appât du gain. Les "aveux" des prisonniers sont cotés. Les "aveux" d'une personne dont les idées de gauche sont connues valent environ 90 000 livres (soit 3 salaires mensuels d'un professeur d'Université). Ceux d'un dirigeant d'une organisation révolutionnaire doivent bien atteindre le million. Il y a de nombreux flics très riches et il y a même des rixes entre policiers pour s'approprier les détenus les plus cotés.

Ainsi stimulés, ils sont capables de tout. Je te donne un exemple précis : des parents avaient refusé de parler. Leur enfant a été torturé sous leurs yeux (aiguilles enfoncées dans le corps, etc.), puis les parents ont été torturés devant l'enfant, qui ensuite a été placée dans un orphelinat sous de faux papiers. A coup de pots-de-vin son oncle l'a retrouvée. Aujourd'hui cette fillette de 4 ans se rappelle avec netteté toutes les tortures subies par ses parents. Voilà comment les généraux éduquent la nouvelle génération.

Condamnés et décorés

Enver Göktürk et Mustapha Haskiris sont des tortionnaires très connus. Tellement connus que les centaines de plaintes déposées contre eux ont obligé la justice à se bouger un peu. Le premier fut condamné à 1 an de prison et le second à 14 ans de prison. Göktürk en est sorti au bout de quelques mois, Haskiris n'y est jamais allé; il était officiellement "en fuite". Mais, quelque temps après, la TV turque a retransmis une cérémonie de remise de médailles aux policiers méritants. Dans la liste des heureux lauréats : Enver Göktürk et Mustapha Haskiris...

Par dizaines de milliers, malgré l'état de guerre, les arrestations et la répression, les travailleurs polonais ont manifesté contre la dictature bureaucratique. Durement touchée par le coup d'Etat du 13 décembre 1981, Solidarność relève la tête aujourd'hui, après un long travail de préparation et d'organisation. Cette première victoire rend encore plus actuel le débat stratégique qui traverse le mouvement syndical et rapproche de beaucoup la perspective d'une grève générale.

"L'hiver est à vous, le printemps sera à nous"

Ce slogan, l'un des premiers de Solidarność clandestine, semblait prétentieux à l'époque. Mais la résistance passive de l'ensemble de la société durant l'hiver 1981-1982 permet à des millions de Polonais de reprendre confiance en eux-mêmes et en leur force.

Le 1er Mai, puis tout au long du mois et en juin encore, Solidarność multiplie les actions collectives, renforce sa presse et son organisation, malgré les pertes subies. Le pouvoir cherche à faire croire à sa volonté de libéralisation : le syndicat proclame alors une trêve pour le mois de juillet, mettant ainsi le gouvernement en demeure de tenir ses engagements.

Le 21 juillet, le général Jaruzelski prononce un discours contenant quelques concessions formelles mais qui repousse toute idée de négociation. La direction de Solidarność, la TKK¹⁾, ressent cela comme une véritable gifle pour les travailleurs. Ce refus de négocier va accélérer la radicalisation et la politisation au sein de la résistance. L'espoir d'un compromis, caressé par de nombreux militants s'évanouit.

Le désastre économique

Cette évolution est encore amplifiée par la dégradation de la situation économique — à laquelle la population ne pourra pas toutefois résister indéfiniment — qui a stimulé la reconstruction du syndicat indépendant. Selon *Tygodnik Mazowsze* (hebdomadaire de la région de Varsovie et l'un des principaux titres de la presse clandestine), une structure clandestine du syndicat fonctionne dans chaque entreprise de la région !

Quant à la situation économique, quelques éléments permettent de la brosser à grands traits :

- * L'augmentation de 14 o/o de la production de charbon durant le mois de mai a été obtenue en bonne partie grâce à une croissance des cadences qui a provoqué une augmentation de 100 o/o des accidents de travail dans la même période.

- * Le 30 o/o de la population polonaise (soit 11 millions de personnes) vit en dessous du seuil de pauvreté.

- * Officiellement, le coût de la vie a augmenté de 104 o/o pendant le premier semestre; en même temps les salaires diminuaient de 25 o/o.

- * Contrairement à la loi, qui oblige tout Polonais âgé de 18 à 45 ans à travailler, c'est un véritable volant de chômage que les autorités essaient d'instaurer.



Gdansk, mardi 31 août 1982.

Cette politique brutale d'austérité prend des allures de débâcle, comme si la bureaucratie prenait au pied de la lettre l'expression "repartir à zéro".

Préparer l'avenir, préparer la grève générale

Wroclaw, Gdansk, Varsovie, Cracovie, Szczecin, Gdynia, Bydgoszcz : dans plus de 30 villes comptant plus de 30 000 habitants, la colère ouvrière est descendue dans la rue ce mardi 31 août. Dans tous les centres ouvriers, manifestants et policiers s'affrontent. Cinquante-quatre villes ont ainsi répondu à l'appel de Solidarność.

La répression est à l'image de ce régime haï : brutale et désorientée. Malgré les consignes très strictes de Jaruzelski, qui craint l'explosion,

les forces anti-émeutes, les Zomos, tirent sur la foule en plusieurs endroits. Des manifestants sont tués à Lubin, centre minier du sud-ouest de la Pologne. La population y bravera les Zomos durant 4 jours.

Ce formidable mouvement de masse en plein été de guerre a montré avec éclat que le pouvoir ne dispose que d'une seule ressource : la répression. Les 4 320 arrestations et les 1 500 jugements "à chaud" ne feront pas reculer Solidarność. Mais ils relanceront certainement la discussion sur la préparation de la grève générale, seule forme d'action capable de faire effectivement reculer la dictature bureaucratique.

K. Grünberg

1) TKK : Commission provisoire de coordination. Direction reconnue du syndicat, après sa fusion avec l'OKO, le Comité national de résistance.

L'EGLISE EN PORTE-A-F AUX

Durant tout le mois d'août les manifestations anniversaires se succèdent (1er août : date de l'insurrection de Varsovie; 13 août : déclenchement des grèves en 1980; 16 et 31 août à Gdansk : fondation du comité de grèves inter-entreprises et signature de l'accord donnant naissance à Solidarność) dans de nombreuses villes de Pologne. Les manifestations prévues pour le 31 août s'annoncent massives.

C'est dans ce contexte que Monseigneur Glemp, primat de Pologne, prononce le 15 août une homélie où, pour la première fois, il n'est question ni des prisonniers ni de Solidarność.

Cette attitude provoque deux prises de position. D'abord celle de la direction de Solidarność qui remet au primat une lettre de protestation s'étonnant de l'attitude modérée de la hiérarchie catholique. Aux yeux des dirigeants syndicaux, cette modération fait le jeu du pouvoir et sabote la lutte pour la restauration des libertés. Pour la première fois depuis des décennies l'Eglise est critiquée par une autorité largement reconnue.

L'autre réaction vient de la bureaucratie : le vice-premier ministre Rakowski se félicite de la modération de Glemp et rappelle lourdement que le gouvernement vient d'autoriser la construction de 41 églises à Varsovie...

Dans les jours qui suivent, les menaces gouvernementales se font de plus en plus dures. Le 25 août, le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, parle ouvertement de bain de sang. Le silence de la hiérarchie catholique facilite évidemment beaucoup cette offensive.

Visiblement, le climat s'alourdit. Et le 26 août à Czeszochowa, Glemp, tout en se référant aux revendications de Solidarność (amnistie, libération des détenus internés, etc.) demandait aux 300 000 fidèles présents, et plus largement à tous les Polonais, de ne pas descendre dans la rue le 31 août.

Pourtant la direction de Solidarność maintient son mot d'ordre de manifestation. Le 29, le risque de s'isoler de la population devient trop grand pour la hiérarchie catholique; Glemp se range donc du côté de la rue et fait porter toute la responsabilité des affrontements au pouvoir.

Mais le 1er septembre, devant la 87ème Conférence des catholiques ouest-allemands, à Essen, il déclare que "le recours à la violence ne peut amener la concorde" (*International Herald Tribune*, 2 septembre 1982). Le lendemain, devant 500 compatriotes, il remet ça : "Cela n'a pas de sens de jeter des pierres (...) J'espère que Dieu nous aidera à sortir de la difficile situation présente et que nous parviendrons à trouver un accord solide qui prenne en compte à la fois la vérité et la justice." (*Le Monde*, 4 septembre 1982).

Toutes les difficultés de la hiérarchie catholique proviennent toutefois du fait que le 31 août, "la vérité et la justice" se trouvaient dans la rue et "jetaient des pierres" aux Zomos !

K. G.

Pologne :

Solidarność : 1 / Jaruzelski : 0

Dimanche 3 octobre 1982, cours de formation du PSO :

LE COMBAT DE SOLIDARNOŚĆ ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME DÉMOCRATIQUE !

Durant 18 mois, les travailleurs et travailleuses polonais ont engagé un des plus vastes combats de l'histoire du mouvement ouvrier.

Au centre de leur lutte se trouvait une question : supprimer le monopole de gestion et de contrôle d'une caste bureaucratique sur l'économie et les diverses sphères de la société. Rompre ce monopole impliquait : premièrement liquider le pouvoir de cette couche privilégiée; deuxièmement, s'engager sur la voie d'une gestion directe par les producteurs associés de l'économie (avec une planification démocratiquement centralisée) et de la société dans son ensemble. Les travailleurs polonais ont pratiquement posé une grande partie des questions liées à une conception révolutionnaire de la démocratie socialiste. En tirer les leçons générales est urgent pour ceux qui se battent pour le socialisme !

Le coup d'Etat du 13 décembre a certes frappé très durement Solidarność. Mais la résistance continue. Elle est à l'image de l'ampleur de la mobilisation d'août 1980 à décembre 1981. Comment se développe cette résistance, quelles sont les discussions au sein de Solidarność, voilà des questions importantes à clarifier pour tous ceux engagés, d'un point de vue socialiste et révolutionnaire, dans l'appui au combat actuel de Solidarność.

Membres et sympathisants du PSO et des Cercles La Taupe et Cercles Uni-Brèche, tous ceux et toutes celles qui ont affirmé et affirment leur solidarité avec Solidarność participeront à ce stage national ! Feront des exposés introductifs : Cyril Smuga, rédacteur d'*Inprekor* en polonais, puis un membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Il est recommandé aux participant(e)s de lire au préalable les textes suivants, parus dans *Inprekor*, en vente dans nos librairies :

- * **Résolution du CEI de la IVe Internationale** : Révolution politique et contre-révolution en Pologne. *Inprekor* no 130 du 12 juillet 1982.
- * **Guerre de position et guerre de mouvement** : sur la stratégie de Solidarité. Zbigniew Kowalewski, *Inprekor* no 129 du 28 juin 1982.
- * **L'enjeu des débats de Solidarité** : définir une stratégie pour la résistance. Jacqueline Allio, *Inprekor* no 128 du 14 juin 1982.

Une traduction simultanée est assurée. Les frais de participation s'élèvent à Fr. 10.—. Le stage se tiendra à Berne, au Restaurant Bürgerhaus, à la Neuengasse. Il commencera à 9h.45.

Faites venir tous ceux et celles que vous connaissez ! Inscrivez-vous auprès des sections locales du PSO ou des membres du PSO !



Manifestation de Solidarność à Gdansk le 3 mai 1982 (photo Solidarność).



Le 1er Mai 1982 à Gdansk, manifestation dans le centre ville (photo Solidarność).

Dès 1915/16 le mouvement ouvrier à l'échelle internationale est en pleine effervescence. Après la "faillite historique" (Lénine) de la IIe Internationale et dès que la démoralisation qui s'ensuit s'est un peu dissipée, le réformisme est mis en cause par de nouvelles tendances radicales. Les conférences de Zimmerwald et de Kiental, le refus de Karl Liebknecht de voter de nouveaux crédits de guerre, les manifestations et grèves de masses, les refus d'ordre et les désertions dans l'armée et enfin l'éclatement de la révolution russe démontrent la renaissance de l'internationalisme et l'exacerbation de la lutte des classes. Le résultat de cette remontée est l'apparition d'une avant-garde ouvrière qui voit de plus en plus nettement que les partis sociaux-démocrates avec leurs dirigeants droitiers ou centristes sont en réalité des freins aux aspirations de la classe ouvrière.

Avec la création de la IIIe Internationale en mars 1919 l'enjeu stratégique pour les révolutionnaires devient clair, mais la tactique à suivre est toujours controversée. En Suisse, comme dans bien des pays, il existe plusieurs groupes de militant(e)s qui se rendent compte qu'un redressement du réformisme ne suffit plus.

Rosa Grimm, socialiste et révolutionnaire

Leur nombre, cependant, reste relativement restreint. De plus ils sont désunis. D'un côté, dès 1918 un petit groupe, appelé les "vieux communistes", forme son propre parti. De l'autre, de loin plus nombreux, ceux qui restent à l'intérieur du Parti socialiste suisse (PSS) en attendant le moment favorable pour la création d'un Parti commu-

niste (PC) majoritaire. Rosa Grimm (née en 1875, dans une famille aisée du sud de la Russie, elle se trouve dès 1891 en Europe et en Suisse pour y suivre des études) fait partie de ces derniers. Devenue collaboratrice du "Basler Vorwärts", le journal de la gauche du PS, en 1919, elle foudroie de ses propos acerbes les sociaux-démocrates de droite qu'elle accuse de "mensonges démagogiques". Même les centristes et avant tout leur leader Robert Grimm (l'ancien mari de Rosa), tacticien intelligent et conscient, ne sont guère épargnés. Elle n'a que mépris pour leur recul devant l'action. "La contradiction, écrit-elle, entre leur parole révolutionnaire et leur esquive devant la lutte, est la caractéristique des politiciens dominants et de leur politique dans notre parti." Durant les

années décisives 1919/20 précédant la scission du PSS et la fondation du PCS, tous les articles et écrits de Rosa Grimm auront pour but de dénoncer la politique réformiste et de gagner une majorité à un parti révolutionnaire. Elle est aussi parmi les quelques femmes qui participent à la "conférence des 54", la première réunion fractionnelle de la gauche du PS. Quand en mars 1921 le Parti communiste suisse est formé, elle fera partie de sa première équipe de direction. Avec Jules Humbert-Droz et d'autres elle représentera le parti suisse au troisième congrès de l'Internationale. Mais dès 1922 sa fonction dirigeante s'estompe. Elle voyage beaucoup, vit en URSS, à Berlin, à Bâle. Elle n'apparaît plus que très sporadiquement aux sessions du Comité Central. Jusqu'en 1930 elle continue cependant à écrire pour le "Vorwärts". Puis le silence se fait autour d'elle.

Le stalinisme

Rosa Grimm, comme des dizaines de milliers de communistes dans le monde, deviendra une victime de ce système despotique dont elle n'avait su percevoir la gestation et qu'elle avait d'une certaine manière contribué à former : le stalinisme. En soutenant la politique ultragauche de l'Internationale communiste à partir de 1928 (dont un des effets sera de favoriser la montée du fascisme), en reprenant les lou-

vrrière, qu'elle retournera au PS jusqu'à sa mort en 1955.

Femme, juive, russe et militante

Etre communiste en Suisse ne fut jamais une sinécure. Mais si on est femme, russe et juive par-dessus le marché, toutes les caractéristiques de ce qui est considéré comme subversif sont réunies. De plus, Rosa Grimm n'était pas de celles qui se cachent. Alors, rien d'étonnant à ce que la bourgeoisie et la police la prennent pour cible. Mais que la misogynie, l'antisémitisme et la xénophobie se répandent jusque dans les rangs du mouvement ouvrier est triste et écoeurant. Pour adoucir le tableau il faut dire que ce ne furent que ses secteurs les plus droitiers tels certains membres des socialistes religieux ou du "Grütli", qui qualifièrent Rosa Grimm de hyène ou de bien peu féminine, car manquant d'un buste opulent. Dans le milieu de Rosa Grimm, soit socialiste, soit communiste, de telles remarques eussent été inconcevables. Néanmoins son engagement militant ne rencontra pas qu'approbation. Robert Grimm ne s'était-il pas plaint qu'il n'avait jamais eu de véritable vie de famille avec sa première femme, car, pour elle, la politique était au centre de sa vie. Et lorsque Rosa Grimm écrivait que l'organisation communiste n'avait encore rien changé à la mentalité

Rosa Grimm, une militante



Robert et Rosa Grimm.

Cette brève présentation s'appuie sur un mémoire réalisé à l'Université de Fribourg : "Rosa Grimm, ein Leben in der schweizerischen Arbeiterbewegung".

anges excessives à l'adresse de Staline, en diffamant les oppositionnels de "gauche" comme Paul Thalman¹⁾, de même que ceux de "droite" comme Walter Bringolf, elle participa en effet à l'implantation dans le PCS d'une méthode politique et d'un système d'organisation contraires à tout principe révolutionnaire.

Ce n'est qu'en 1931, après un séjour d'un an en URSS, qu'elle commence à avoir des doutes. La misère dans la "patrie du socialisme" crève les yeux et pourtant presque tous les communistes qui l'ont vue n'en pipent mot. Et pour cause ! Comme les autres, Rosa Grimm sait que parler équivaut à demander son exclusion du parti, dans le meilleur des cas. Elle se taira donc, car elle y reste très attachée. A Fritz Brupbacher²⁾, le seul à qui elle ose se confier, elle écrit : "J'en étouffe presque, mais on n'a pas le droit de quitter la cause". Elle restera ainsi membre du PC, probablement jusqu'à son interdiction par le Conseil fédéral en 1940. Ce n'est qu'ensuite, toujours dans le camp de la classe ou-

petite-bourgeoise, que les relations familiales et les conceptions des droits et devoirs des "époux et épouses" relevaient du temps où grand-père faisait la cour à mère-grand, elle parlait d'expérience.

Bien que négligée par l'historiographie (probablement à cause de sa "marginalité" : son radicalisme, son origine, son sexe), Rosa Grimm joua un rôle important dans l'histoire du mouvement ouvrier suisse. Son apport concerne tout autant la politique des révolutionnaires des années 20 que l'émancipation des femmes et la culture ouvrière. /Clio

1) devenu trotskyste après des études à Moscou et une première participation à l'opposition de "droite" autour de Bringolf à Schaffhouse. Voir son autobiographie : *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes* : Moskau/Madrid/Paris. Verlag Assoziation, Hambourg 1977.

2) médecin à Zurich. Successivement anarchiste, socialiste, communiste, son esprit indépendant et critique, révolutionnaire jusqu'au bout entrera en opposition avec toutes ces tendances du mouvement ouvrier. Voir sa biographie : *Karl Lang. Kritiker, Ketzer, Kämpfer. Das Leben des Arbeiterarztes Fritz Brupbacher*. Limmatverlag, Zurich 1976.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

PALÉZIEUX

Derniers jours de la Fête à Palézieux, au battoir du village. sa 11 sept., 21h. : Aristide Padygros, et Le Beau Lac de Bâle. Fr. 20.- di 12, dès 14h.30 : Théâtre. Org. : Garderie Cendrillon.

YVERDON

Caveau de l'Echandole du sa 18 au me 22 sept. : Michel Buhler. je 30 sept, sa 2 oct. : le comédien Peter Wyssbrod incarnera l'art suisse du sous-entendu. Théâtre municipal je 23, ve 24, sa 25 sept. : les Mumenschanz.

LAUSANNE

Casino de Montbenon, Salle Paderewski ve 24, sa 25 sept., 20h.30 : la soprano américaine Wilhelmina Wiggins-Fernandez, la diva du film "Diva", interprète Mozart, Puccini et la Wally de Catalani. Fr. 30.- Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES 20h.30. ma 14, me 15 sept. : Bodas de sangre

(Noces de sang), de Carlos Saura (Espagne, 1981). ma 21, me 22 : Fontamara, de Carlo Lizzani (Italie, 1980). Fr. 5.- et Fr. 4.-.

GENÈVE

Théâtre Mobile, Grand Café du Grütli 16, rue Général-Dufour du sa 11 sept. au sa 2 oct, 21h. : Médée, de Michel Beretti, par le Théâtre du Contrepoint, mise en scène : Philippe Macasdar, musique : Christian Oestreicher; avec Françoise Giret, Nerses Boyadjian, Daniel Hernandez, Luc Palandella. Loc. : Service Culturel Migros, rue du Prince, et dès 20h. à l'entrée du Grütli. 022 / 28 48 30 et 28 68 20 (nombre de places limité, réservez à l'avance). Musée d'ethnographie, 65-67, bd Carl-Vogt jusqu'au ve 19 nov., 10 à 12h. et 14 à 18h. (sauf lundi) : Affiches indiennes d'Amérique du Nord.

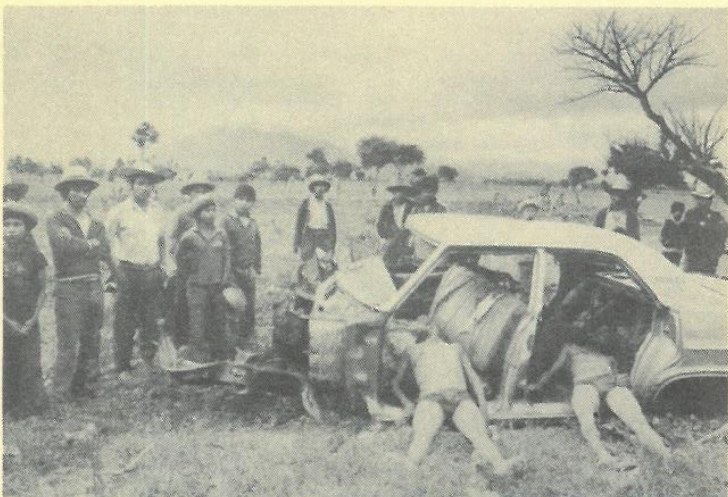
A l'Entrepôt, 8, avenue Sainte-Clotilde du me 22 sept. au di 17 oct., 20h.30 (di à 16h., relâche lu et ma) : Buddy et Flappo

brûlent les planches, par le Théâtre du Loup, d'après Poussin. Loc. : Kiosque du Boulevard, 022 / 28 70 54; Papier Gras, 022 / 45 77 96; Service Culturel Migros, 022 / 28 68 20 (nombre de places très limité).

Salsamba, sous-sol du Landolt jusqu'au je 30 sept., de 21h.30 à 1h. (2h. le week-end) : Bérengère Mastrangelo quartet (samba, bossa, jazz, funk).

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er à 21h. je 16, ve 17 sept. : Paolo Radoni Trio. sa 18, di 19 : Boillat Life Force. je 23, ve 24 : Upsilon. sa 25, di 26 : Améthyste. je 30, ve 1er oct. : Duo François Lindemann / Sébastien Santamaria, pianos. Org. : AMR.

La Cour des Miracles (nouveau théâtre) 2, ch. de la Montagne, Chêne-Bougeries du ve 17 au di 19 sept. : Troubles, par la compagnie C.B. du ve 24 au me 29 sept. : Les précieuses ridicules, de Molière par le T.N.T. (Théâtre des naufragés du temps). Rens. : 022/49 93 87. Toto Logi



Près de la ville de Guatemala, des victimes des commandos d'extrême-droite.

"Les guerres de guérilla d'Amérique centrale sont en train de devenir un conflit régional, s'étendant par-dessus les frontières, alors que les gouvernements et les rebelles, aussi bien de droite que de gauche, coordonnent leurs actions." (International Herald Tribune - IHT - du 20 août 1982.)

Une série d'événements récents illustrent cette tendance, inévitable pour des raisons historiques et politiques. Un aide militaire du général Rios Montt, président du Guatemala, l'exprime clairement : "Il s'agit d'une grande guerre, une guerre pour toute l'Amérique centrale. Si les rebelles gagnent ici, ils iront ensuite au Mexique".

Le Guatemala ensanglanté

Un général américain, Wallace H. Nutting, commandant des forces US en Amérique latine a récemment déclaré qu'il était impératif que les Etats-Unis accordent une aide militaire au Guatemala pour combattre la guérilla. Selon Nutting, les Etats-Unis devraient jouer essentiellement le même rôle qu'ils jouent actuellement au Salvador, en fournissant de l'équipement et un entraînement aux forces armées locales. En effet, la situation au Guatemala serait potentiellement plus sérieuse qu'au Salvador car : "La population est plus importante, l'économie est plus forte, et la position géographique est plus critique dans un sens stratégique. Les implications d'une prise de pouvoir marxiste au Guatemala sont bien plus sérieuses qu'au Salvador... Je crois que pas un seul gouvernement en Amérique n'est capable de faire face à l'attaque actuelle. Ils doivent pouvoir disposer d'une aide extérieure, car une aide extérieure est fournie à l'opposition et ils ne peuvent faire face aux problèmes seuls." (IHT, 26 août 1982).

Le général chrétien et les Indiens

Or, depuis 1977, les Etats-Unis ne livraient plus — officiellement — d'armes au Guatemala, en raison des violations des droits de l'homme commises par les militaires. Depuis l'arrivée au pouvoir en mars de cette année du général Rios Montt, le gouvernement Reagan tente toutefois de faire lever les objections du Congrès américain concernant l'assistance militaire à la dictature.

Le général Rios Montt, un chrétien fondamentaliste, qui essaie avec enthousiasme de faire partager ses convictions en public et en privé, a intensifié les massacres perpétrés contre la population indienne. Un politicien démocrate-chrétien, soulagé que Montt ait mis fin à la politique d'assassinats de membres de son parti, déclare à ce sujet : "Ce qui me préoccupe le plus, c'est que l'armée est en train de massacrer tous les Indiens qu'elle peut trouver" (IHT, 17/18 juillet 1982). Interrogé à ce sujet le général Montt répondit froidement : "Voyez-vous,

le problème de la guerre n'est pas seulement la question de savoir qui tire. Pour chaque tireur, il y en a dix qui travaillent derrière lui" (IHT, 30 juillet 1982). La tactique des militaires guatémaltèques est celle de la "terre brûlée", employée à grande échelle. Un village dans le nord du Guatemala garde une liste des villageois exécutés par l'armée. En juin, le chiffre de 400 victimes a déjà été dépassé; près de la moitié sont des femmes et des enfants. La dernière victime, un homme soupçonné d'avoir fourni de la nourriture à la guérilla, fut découpé en petits morceaux. Comme le dit à juste titre un journaliste américain, Allan Nairn : "Si les Etats-Unis sont sérieux dans leur volonté de défaire la guérilla guatémaltèque, ils doivent faire face aux conséquences. Il s'agit d'un engagement non seulement dans une guerre d'usure coûteuse mais aussi dans un bain de sang." (IHT, 30 juillet 1982).

Des plans sont en cours pour porter l'aide économique US au Guatemala à 50 millions de dollars et pour fournir des hélicoptères à l'armée. Le 6 août, le Département d'Etat a requis 250 000 dollars pour soutenir l'entraînement militaire au Guatemala.

Présence renforcée au Salvador

Le 27 juin, l'administration Reagan certifica au Congrès américain que le gouvernement salvadorien était en train de faire des progrès sur la question des "droits de l'homme". Le principal argument à l'appui de cette affirmation douteuse fut que 400 à 500 civils "seulement" sont massacrés chaque mois par les militaires salvadoriens, ce qui constituerait une "diminution" de l'ordre de 50 o/o par rapport aux chiffres de 1981 (sic !).

Ces affirmations furent contredites par l'"American Civil Liberties Union" pour qui : "Le gouvernement salvadorien n'a pas exercé de contrôle substantiel sur les actions répressives de ses forces armées... La torture indiscriminée et le massacre de citoyens salvadoriens a continué durant cette période et toutes les branches des forces de sécurité sont impliquées." (IHT, 27 juillet 1982). La déclaration du 27 juin a permis au gouvernement Reagan de renforcer son aide militaire à la junte; notamment par la livraison de

chasseurs-bombardiers à réaction A-37, et l'entraînement d'un quatrième bataillon salvadorien.

L'engrenage

A ce jour, les Américains ont entraîné trois bataillons salvadoriens : Atlacatl, entraîné en 1981; Belloso, entraîné à la base de Fort-Bragg; et Atonal, entraîné cette année au Salvador. Avec ces bataillons, l'armée salvadorienne lança en mai une offensive-test dans la province de Chalatenango, au nord-ouest du pays. D'autres opérations furent lancées. Mais les résultats sont maigres jusqu'à maintenant. A la mi-juillet, le FMLN/FDR (Front Farabundo Martí de libération nationale / Front démocratique révolutionnaire : organisations militaire et politique unitaires des forces d'opposition) annonça qu'il contrôlait des routes principales dans les provinces orientales de San Miguel et d'Usulután, et qu'il continuait à contrôler les villes d'El Carrizal et d'Ojo de Agua dans la province de Chalatenango, conquises le 28 juin. Le 5 et le 6 août, les forces du FMLN attaquèrent des postes de l'armée à Osicala dans la province de Morazan et à El Paisanal, près de la capitale. Les 7 et 8 août, le FMLN mit les forces du régime en déroute à Ciudad Barrios, dans la province de San Miguel.

Face à ces revers, la réaction des officiers américains travaillant avec l'armée salvadorienne a été de demander l'augmentation du nombre des conseillers militaires, au-delà de la limite actuelle de 55. Cette augmentation doit permettre la création d'équipes qui seraient basées aux quartiers généraux des brigades de l'armée salvadorienne, dans tout le pays. Actuellement, la plupart des conseillers sortent le jour pour aller entraîner des soldats dans des camps à proximité de la capitale.

Une autre tactique mise en oeuvre par les Etats-Unis pour combattre le FMLN est le développement d'opérations conjointes des armées salvadoriennes et honduriennes. Durant l'été, des troupes honduriennes pénétrèrent dans le "no-man's land" qui avait fait l'objet de la guerre honduro-salvadorienne de 1969 au nord du Rio Negro, dans la province de Morazan. Il s'agissait d'attaquer des voies de ravitaillement du FMLN et certaines de ses bases, restées intouchées jusqu'à présent.

Un nouveau golfe du Tonkin ?

En 1964, une résolution du Congrès américain sur le golfe du Tonkin avait été utilisée par Lyndon Johnson comme prétexte juridique à l'intervention massive au Vietnam. Le 11 août 1982, le Sénat américain a adopté une résolution anticubaine militante déclarant notamment que "les Etats-Unis sont déterminés... à empêcher, par tous les moyens qui s'avèreraient nécessaires, y compris l'usage des armes, le régime marxiste-léniniste de Cuba d'étendre par la force, ou par la menace de la force, ses activités agressives et subversives dans toute partie de cet hémisphère" (Intercontinental Press, 23 août 1982).

Or, l'un des prétextes à une intervention massive pourrait être constitué par l'acquisition par le Nicaragua d'avions de chasse, pour répondre aux agressions subies depuis la mi-juillet. Le 19 juillet, un avion sans signes d'identification venant du Honduras a tiré deux roquettes contre les dépôts de pétrole du port de Corinto. Le 27 juillet, un nouveau bombardement aérien a été dirigé contre la raffinerie de pétrole à l'ouest de Managua. Ces raids ont mis en évidence la faiblesse du Nicaragua face à l'aviation hondurienne, équipée d'une douzaine de chasseurs à réaction français Super-Mystère. Le Honduras doit égale-

ment recevoir six chasseurs-bombardiers américains A-37 et souhaite acheter des chasseurs F-5 américains. Dans un entretien publié par le Washington Post du 29 juin 1982, Daniel Ortega, ministre nicaraguayen de la Défense, a admis que son pays cherchait à acquérir des chasseurs, soit français, soit soviétiques. Selon Ortega, "Nous ne pouvons aspirer à avoir une grande armée de l'air... mais nous avons le devoir et le droit de disposer d'une aviation modeste".

En réaction, les Etats-Unis ont menacé d'attaquer le Nicaragua si des avions soviétiques devaient être introduits dans le pays. Parmi les mesures qui pourraient être prises, l'International Herald Tribune cite, selon des sources du gouvernement Reagan : "... Action militaire US pour détruire les MIG, blocus ou une quarantaine de Cuba et/ou du Nicaragua, renforcement des restrictions économiques US sur ces deux pays, stationnement temporaire d'avions et d'aviateurs US au Honduras et en Colombie, livraisons accrues d'avions US aux pays amis, offensive politique sur la question des MIG dans l'Organisation des Etats Américains et d'autres organisations internationales." (IHT, 17 août 1982).

La vigilance face aux manoeuvres US et la solidarité avec les révolutionnaires d'Amérique centrale sont plus que jamais de mise. A. Meylan



Soldats salvadoriens à l'entraînement aux Etats-Unis.

